

LIBYE

Les rebelles s'emparent de Brega

■ Si elle se confirme, la prise de Brega par les insurgés pourrait marquer un tournant dans la guerre menée contre le régime d'El Gueddafi

■ Cette ville pétrolière permettra au CNT de financer le «printemps libyen».

LIRE L'ARTICLE DE ZINE CHERFAOUI EN PAGE 7



PHOTO : AFP

PROCÈS MATOUB

Douze ans de prison ferme contre les accusés

L'affaire de l'assassinat du chanteur kabyle Matoub Lounès a été examinée, hier, dans une atmosphère tendue, au tribunal criminel près la cour de justice de Tizi Ouzou. La salle était pleine comme un œuf. Les mis en cause, Malik Medjnoun et Abdelhakim Chenoui, étaient dans le box des accusés.

(Suite page 3) Hafid Azzouzi

TRANSPORT DANS 10 WILAYAS DU CENTRE L'UNT SUSPEND SON APPEL À LA GRÈVE



La grève des transporteurs prévue pour aujourd'hui dans les 10 wilayas du Centre a été reportée. L'Union nationale des transporteurs (UNT), initiatrice de ce mouvement en

signe de solidarité avec les opérateurs de la wilaya de Tizi Ouzou, a décidé de surseoir à cette action.

(SUITE PAGE 4) DJEDJIGA RAHMANI

Été 2011

PREMIÈRE PLAGE PRIVÉE À BÉJAÏA

«La Sablière» prend des couleurs

LIRE NOTRE SUPPLÉMENT DE LA PAGE 13 À 17

A beach scene with a large inflatable structure in the foreground. People are visible in the background near the water.

RENAULT PROLONGE LES JOURS CLIM



SYMBOL À PARTIR DE 937 000 DA*
CLIMATISATION OFFERTE INCLUSE
SOIT UNE REMISE DE 105 000 DA



PUBLICITE

www.renault.dz

2 ANS DE GARANTIE

Taxe véhicules neufs incluse

(*) PRIX EN TTC

Showroom El Biar : 021 92 23 39 / Succursale Oued Smar : 021 51 37 33 à 37

OFFRE VALABLE DANS TOUT LE RÉSEAU RENAULT ALGÉRIE



NACER BOUDIAF. *Fils du défunt Mohamed Boudiaf*

«Le RPN a été conçu comme un contre-pouvoir»

Nacer Boudiaf a déclaré, vendredi dernier à partir de Béjaïa, vouloir relancer le parti de son père, le Rassemblement patriotique national (RPN). Une formation créée en 1992 par le défunt Mohamed Boudiaf. Dans cet entretien, il nous explique les raisons qui l'ont amené à prendre cette initiative. Selon lui, la plateforme du RPN est «un projet de société».

Propos recueillis par Mehdi Bsikri

Vous venez d'annoncer votre décision de relancer le RPN. Quelles sont les raisons qui vous incitent à le faire ?

Le 5 octobre 1988, la jeunesse algérienne s'est soulevée. Elle ne savait pas exactement ce qu'elle voulait. Mais elle savait exactement ce qu'elle ne voulait plus, c'est-à-dire le système du passé. Paradoxalement, Boudiaf est un homme du passé. Mais parce qu'il envisageait toujours l'avenir, un avenir fait de justice et de prospérité partagée, il a été rapidement adopté par le peuple et, mieux encore, il a été qualifié «d'espoir». Il a donc proposé le RPN pour ouvrir la voie à une rupture avec le système, les pratiques et les hommes du passé. Ce projet de société a été bien accueilli par la jeunesse de 1992. La jeunesse actuelle suit avec beaucoup d'intérêt le printemps arabe, c'est-à-dire le vent qui a soufflé pour apporter le changement. Quelle est l'adresse politique actuelle en Algérie qui pourrait proposer en douceur la rupture pour un réel changement ? Si vous la connaissez, donnez-la moi et je serai le premier à la soutenir. Si vous

n'en connaissez pas, je vous propose le RPN. Un RPN revisité, débattu par la société civile autour d'un mot d'ordre : «L'Algérie avant tout.»

Pourquoi relancer le RPN et non pas le Parti radical socialiste (PRS) ?

Pourquoi relancer le RPN et non le PRS. La réponse est simple : le PRS a été dissous par Mohamed Boudiaf parce qu'il ne répondait plus aux objectifs pour lesquels il avait été créé. Quant au RPN, il faut d'abord rappeler qu'il a été conçu comme un contre-pouvoir.

Il a été lancé pour rassembler la majorité silencieuse qui a beaucoup à dire, à faire, mais qui n'a pas trouvé l'espace qu'elle estime convenable pour s'exprimer en vue de permettre aux lumières de jaillir pour combattre les ténébreux dans lesquelles le système a essayé de maintenir le peuple. Boudiaf a été assassiné 21 jours après avoir lancé le projet du RPN. Il n'a pas été assassiné pour avoir dissous le PRS.

Avez-vous préparé une plateforme portant l'adresse du RPN ? De quelle obédience sera le RPN version Nacer Boudiaf ?

La plateforme du RPN existe. Je l'ai reprise et fidèlement retranscrite dans mon livre *Boudiaf*,



Nacer Boudiaf

PHOTO: D.R.

l'Algérie avant tout. C'est à la jeunesse de débattre de cette plateforme et de préparer le lancement de ce projet de société. Lisez le livre et vous verrez de quelle obédience sera le RPN.

Reposez-vous sur une base sur laquelle vous pouvez compter ?

Sur quelle base Ben Boulaïd, Boudiaf, Ben

M'hidi et Didouche reposaient-ils ? Le système verrouillé actuel est-il plus dur que le colonialisme ? Boudiaf était décidé à faire «Novembre» même avec les singes de la Chiffa. La jeunesse algérienne qui suit le printemps arabe est décidée à créer le changement. Le RPN leur est offert.

Le ministère de l'Intérieur n'a pas délivré d'agrément à de nouveaux partis politiques depuis 1999. De Zerhouni à Ould Kablia, différentes raisons sont avancées pour cela. En plus, la nouvelle loi sur les partis politiques n'a pas encore vu le jour. Comment comptez-vous mener votre activité politique dans ce climat sclérosé ?

Voire question, à mon sens, trouvera sa réponse dans cette citation de Winston Churchill qui a dit : «La civilisation signifie une société reposant sur l'opinion des civils. Elle veut dire que la violence, la loi des guerriers et des chefs despotes, les conditions des camps et de la guerre, de la révolte et de la tyrannie, cèdent la place aux Parlements où des lois sont élaborées et aux cours de justice indépendantes dans lesquelles, pendant longtemps, ces lois sont maintenues.» Quant à Edmund Burke, il a fait cette citation : «Un Etat qui n'a pas les moyens d'effectuer des changements n'a pas les moyens de se maintenir.»

Pensez-vous que les militants y adhéreront parce que le RPN a été créé par le défunt Mohamed Boudiaf ou parce qu'il sera véritablement porteur d'un projet de société, comme vous l'avez affirmé à Béjaïa ?

Les militants y adhéreront parce qu'ils trouveront des réponses à leurs aspirations et parce qu'ils contribueront à tracer les contours de ce projet de société.

M. B.

INTERVENTION DE KSENTINI À L'ENTV

Le CFDA et SOS disparus réclament leur droit de réponse

Le Collectif des familles de disparus en Algérie (CFDA) et SOS disparus réclament leur droit de réponse auprès de l'ENTV. L'intervention de Farouk Ksentini, président de la Commission nationale consultative de promotion et de protection des droits de l'homme (CNCPPDH) sur l'«Unique» avait fait réagir les représentants de ces deux organisations qui qualifient, dans un communiqué rendu public hier, les propos tenus par l'invité de l'émission «La rencontre de la semaine», diffusée en direct le 20 mai 2011, de «mensongers» et «d'inacceptables». Après que Ksentini ait affirmé que «le dossier des disparus était clos et que le processus de réconciliation nationale aurait totalement réglé la question des disparus puisque l'Etat



Farouk Ksentini

a indemnisé des familles», le CFDA et SOS disparus ont demandé aux responsables de l'ENTV un droit de réponse. Une demande leur a été transmise le 30 mai dernier. «Mais aucune réponse n'est donnée,

malgré toutes les tentatives d'entrer en contact avec les responsables de la chaîne», expliquent les deux organisations dans un communiqué rendu public hier. Dans le même document, elles dénoncent «le monologue» organisé par le président de la CNCPPDH.

Les deux organisations «s'insurgent contre le refus de la chaîne de contribuer à l'instauration de débats contradictoires et démocratiques», alors que la télévision algérienne est censée être ouverte à tous les citoyens et que chaque Algérien a droit à la parole.

«Le dossier des disparus ne sera clos que lorsque la lumière sur le sort des plus de 8000 disparus sera faite et que la vérité et la justice triompheront», précise-t-on dans le même document. **Yasmine S.Z.**

JOURNÉE DE LA JUSTICE INTERNATIONALE

La LADH appelle l'Algérie à ratifier le traité de Rome

Avec la célébration, le 17 juillet dernier, de la Journée de la justice internationale, le traité de Rome compte un nouveau pays, la Tunisie. A cette occasion, la Ligue algérienne des droits de l'homme (LADH) rappelle qu'au 1er novembre 2011, 116 Etats sur les 193 que reconnaît l'ONU ont ratifié le statut de Rome et acceptent l'autorité de la Cour pénale internationale (CPI). D'autres, dont l'Algérie, ont signé ce statut mais ne l'ont pas ratifié. La LADH, qui se dit fière de s'inscrire dans ce mouvement en faveur de la justice internationale, appelle le gouvernement algérien à se joindre à cette cause commune. En effet, la création de la Cour pénale internationale (CPI) en 1998 et sa naissance effective en tant qu'institution internationale en 2002 ont été salués par la communauté internationale comme un progrès majeur, souligne un communiqué de la Ligue parvenu à notre rédaction. «La cour est conçue pour compléter les systèmes judiciaires nationaux : elle ne peut exercer sa compétence que lorsque les

juridictions nationales n'ont pas la volonté ou la compétence pour juger de tels crimes», explique encore l'institution présidée par M^e Boudjemâa Ghechir. L'initiative en matière d'enquête et de jugement de ces crimes est donc laissée aux Etats.

La LADH appelle aussi l'Etat algérien à «reconnaître que la justice est un élément essentiel des processus de paix et que la poursuite des responsables des crimes les plus graves ne devrait jamais être compromise par la recherche de la paix». Il est rappelé aussi que l'Etat garde la responsabilité première d'enquêter et de poursuivre les responsables des crimes les plus graves. En ce sens, la LADH appelle l'Etat algérien à adopter une législation efficace et complète, incorporant les dispositions du statut de la CPI en droit national. Cette législation devrait aussi permettre à la justice algérienne de juger les auteurs des crimes internationaux commis hors de leur territoire, en application du principe de compétence universelle. **Nouri Nesrouche**



Spark | Economique...Pratique...Fiable...
LÉGENDAIRE !

Prix TTC à partir de: **690.000 DA**
Taxe véhicule neuf incluse

L'étoile Chevrolet veille sur vous.

L'ÉTÉ CHEVY

À TOUT PETIT PRIX



CONTACTEZ NOUS AU : 021 98 00 61 | www.diamal.net



CHEVROLET ASSISTANCE 24H/24 : 021 98 00 61

100 ANS D'INNOVATIONS.

L'AFFAIRE MATOUB DEVANT LE JUGE

12 ans de prison ferme contre les accusés

Suite de la page 1

L'audience a été plusieurs fois suspendue par le juge. La sœur du «rebelle» ne voulait pas que le procès soit celui de l'assassinat Lounès car, a-t-elle déclaré, rien n'a été fait dans le cadre de l'enquête complémentaire qu'elle a demandée en 2008. «Ils veulent clore le dossier. C'est une pièce de théâtre. On ne peut pas examiner cette affaire s'il n'y a pas reconstitution des faits. J'exige la présence de Hassan Hattab et des 50 témoins dans l'affaire, pour accepter de participer au procès. Je ne fais plus confiance à la justice algérienne qui veut faire passer la mort de mon frère pour un simple fait divers», a-t-elle martelé avant de d'annoncer son retrait comme partie civile dans ce procès. Maître Aïssa Rahmoune, l'un des avocats de la famille Matoub, a déclaré : «On considère que les bénéficiaires et les commanditaires de l'assassinat de Matoub sont absents de la salle. Donc il n'y a pas lieu d'examiner cette affaire aujourd'hui. Aussi, au-delà de l'arrêt de renvoi, rien n'a été fait.» De son côté, M^e Aït Habib, avocat de Malik Medjnoun, l'un des deux accusés présents au box, dira : «J'exige que ce procès se tienne avec ou sans la partie civile, parce que ce procès est celui de Medjnoun et Chenoui et non celui de l'assassinat de Matoub. Ils sont en prison depuis 12 ans. Donc, aujourd'hui, ils doivent être jugés.» Abdelhakim Chenoui a eu un malaise



Grande banderole à la mémoire de Matoub Lounès accrochée hier à l'entrée de la cour de Tizi Ouzou

PHOTO : EL WATAN

et a été évacué de la salle ; il est revenu une heure plus tard. M^e Hanoune, avocat de Nadia (la veuve du chanteur) et de ses deux sœurs, décide de se retirer

momentanément pour consulter ses mandantes. Puis il revient avec l'option d'assister au procès «en qualité d'avocat des trois victimes». L'audien-

ce reprend, mais pas pour longtemps. Quelques minutes seulement après le début de la lecture de l'arrêt de renvoi, la mère et la sœur du «rebelle» se lèvent pour demander au juge d'interrompre la séance : «Vous pouvez juger ces deux personnes accusées, mais sans citer le nom de mon frère car ils n'ont rien à voir avec son assassinat», insiste Malika. L'audience est de

nouveau suspendue vers 11h. Quatre heures plus tard, la séance reprend sans l'autre partie civile, la veuve Matoub et ses sœurs, qui ont décidé d'engager une autre action judiciaire. Malika Matoub, qui s'était également retirée du procès dès la matinée, refuse que le nom de son frère soit cité dans les débats.

Le juge entame l'audition des mis en cause. Abdelhakim Chenoui, qui a déclaré qu'il était dans les maquis pendant cinq ans avant de se rendre aux services de sécurité, nie les faits qui lui sont reprochés.

«Je n'ai pas tué Matoub. Je n'ai aucun lien avec son assassinat. Six mois après ma reddition, j'ai été arrêté. J'avais, au préalable, reconnu les faits sous l'effet de la menace et de la torture», a-t-il dit. Son coaccusé, Malik Medjnoun ajoute : «Je ne sais pas pourquoi je suis là aujourd'hui. Je n'ai aucune relation avec cette affaire. Je n'ai aucun lien avec le terrorisme. J'ai refusé de témoigner contre Chenoui malgré les menaces et la torture.» Et de poursuivre : «Lors de l'assassinat de Lounès, j'étais dans un restaurant à Tizi Ouzou. Il y a même ceux qui peuvent en témoigner.» Durant les plaidoiries, les avocats de la défense relèvent, entre autres, que le représentant du ministère public ne s'est pas exprimé sur la détention provisoire des accusés qui a duré 12 ans. A l'issue des délibérations, le tribunal a condamné les deux mis en cause à 12 ans de prison ferme. H.A.Z.

APRÈS LE DOUBLE ATTENTAT DE BORDJ MENAÏEL (BOUMERDÈS)

Les services de sécurité en état d'alerte à Bouira

Après l'attentat kamikaze, commis samedi dernier, ayant ciblé le siège de la sûreté de la daïra de Bordj Menaïel dans la wilaya de Boumerdès et qui a fait 2 morts et 13 blessés, les services de sécurité de la wilaya de Bouira ont été mis en état d'alerte permanent par crainte d'attaques suicides, estiment des sources proches des autorités concernées. En effet, à Bouira, comme partout ailleurs, tous les corps de sécurité, policiers, gendarmes et militaires sont mobilisés. Les patrouilles de nuit comme de jour sont multipliées, apprend-on de sources fiables. Depuis samedi dernier, de nombreux barrages de contrôle ont été

également installés, notamment aux entrées de la ville. Des contrôles supplémentaires sont systématiquement effectués et un redéploiement optimal des forces de sécurité a été constaté même par la population. Les véhicules suspects sont systématiquement fouillés par les forces de l'ordre. Certes, cette stratégie mise en place par les services de sécurité, par crainte de revoir le scénario du mois d'août 2008 se reproduire, où faut-il le rappeler, trois attentats kamikazes avaient été enregistrés dans les trois wilayas du centre du pays, à savoir Boumerdès, Tizi Ouzou et Bouira. Le 19 août 2008, un sanglant attentat avait visé, pour rappel,

l'école de gendarmerie des Issers ayant fait 48 morts et 40 blessés. Les victimes étaient pour la plupart des candidats. Le lendemain, la ville de Bouira avait été le théâtre, tôt dans la matinée du 20 août, d'un double attentat suicide. Le premier avait ciblé une brigade de topographes travaillant pour le compte de l'entreprise canadienne SNC Lavalin chargée des travaux du transfert des eaux du barrage Koudiat Asserdoune dans la commune de Malla et le deuxième, le secteur militaire de la wilaya. Le bilan était lourd : 12 personnes avaient trouvé la mort et 45 autres avaient été blessées.

Amar Fedjkhi

GRÈVE À AIR ALGÉRIE
Nouveau round de négociations jeudi prochain

Le collectif du personnel navigant commercial (PNC) et la direction générale d'Air Algérie ne sont pas parvenus à un accord sur la satisfaction des revendications des travailleurs. Réunis hier à Alger, les représentants du PNC et ceux de la direction d'Air Algérie se sont donné de nouveau rendez-vous. «De nouvelles discussions sont prévues pour jeudi prochain», nous a affirmé Yacine Hammamouche, représentant du collectif du PNC. Selon lui, «rien de spécial n'a été dérogé de la rencontre qui a pris fin tard, hier après-midi». Il semblerait que la direction d'Air Algérie tente de nouveau de gagner du temps. Selon M. Hammamouche, «de nouvelles personnes ont été invitées à la commission de négociation installée dimanche dernier». «Ils voulaient retarder les négociations sous prétexte qu'ils ne maîtrisent pas le dossier. Ce que nous avons refusé», conclut-il. Mehdi Bsikri

UN DIESEL SUUPER ÉQUIPÉ À UN PRIX HALLUCINANT !

RENAULT QUALITY MADE

CLIO DYNAMIQUE dCi 80 ch à 1 411 000 DA*
SOIT UNE REMISE de 140 000 DA
Taxe véhicules seuls incluse

DISPONIBILITÉ IMMÉDIATE

www.renault.dz

● JANTES ALLIAGE ● RADIO CD MP3 ● CLIMATISATION ● PROJECTEURS ANTIBROUILLARD
VITRES AV/AR ÉLECTRIQUES - 06 AIRBAGS, ABS - PROJECTEURS MASQUE NOIR - RÉTROVISEURS ÉLECTRIQUES.
(* PRIX EN TTC / PEINTURE MÉTALLISÉE NON COMPRISE DANS LE PRIX)

Showroom El Biar : 021 92 23 39 / Succursale Oued Smar : 021 51 37 33 à 37

OFFRE VALABLE DANS TOUT LE RÉSEAU RENAULT ALGÉRIE

2 ANS DE GARANTIE

RENAULT

MOSTAGANEM

Colère des citoyens après un incendie

Hier matin, un incendie d'origine inconnue s'est déclaré peu avant midi au niveau du bidonville Typhus où vivent, dans des conditions précaires, pas moins de 300 familles. Dépêchés rapidement sur les lieux, les pompiers ont mis plus de 3 heures pour maîtriser le sinistre. Selon la Protection civile, on dénombre cinq blessés légers dont trois appartenant au corps des sapeurs-pompiers. De leur côté, les habitants sinistrés parlent d'un enfant disparu. Selon des témoignages concordants, le nombre de baraques détruites par les flammes s'élèverait à une centaine. Ce sinistre, intervenant en pleine canicule, a provoqué, encore une fois, la colère des habitants de ce taudis situé à la lisière de Mostaganem, mais relevant de la commune de Sayada. Malgré la présence d'un impressionnant dispositif sécuritaire, plus d'une centaine de jeunes sont parvenus à organiser une marche vers le siège de la wilaya. Mais une fois arrivés au niveau de l'esplanade de la mairie, les brigades antiémeute sont parvenues à les canaliser vers cet espace qu'ils ont occupé. Obligeant la



Regroupement des citoyens hier devant l'APC de Mostaganem

mairie à fermer les grilles d'accès, tandis qu'un cordon de CNS était déployé afin d'empêcher les manifestants d'accéder à l'intérieur de l'édifice. Dès la mi-journée, alors que les flammes continuaient de consumer les amas de plastique et de

roseaux ayant servi à la confection des baraques, des rumeurs persistantes faisaient état de morts parmi la population. Très vite, ces rumeurs seront démenties par de nombreux témoins rencontrés sur le lieu du sinistre, mais également par les services de

sécurité ainsi que par la Protection civile. Peu avant 15h, par crainte de se voir déclasser par les habitants du taudis, ceux du plateau de la Marine ont dressé des barricades au niveau de la rue principale, obligeant les automobilistes à faire un détour. **Yacine Alim**

ANNABA

Emeutes de jeunes hier

Des dizaines de jeunes de la localité Koudiet Merah, de la commune de Ain Berda (Annaba), sont sortis hier dans la rue, a-t-on constaté sur place. Dès le matin, ils ont bloqué la RN21 à l'aide de pneus enflammés et autres objets hétéroclites. Ce qui a donné lieu à un important bouchon, dont les automobiles des vacanciers représentent la majorité. Cette situation a contraint les usagers de la route venant de Annaba et de Guelma à rebrousser chemin de crainte de voir leur bien saccagé ; ils ont emprunté un détour pour rejoindre leurs destinations respectives. Une panique générale s'est installée parmi les usagers de la route, dont plusieurs ont fait les frais de la colère de jeunes émeutiers irascibles. Par cette action, les manifestants entendent exprimer leur colère contre les autorités locales dont ils exigent, entre autres, «la réalisation de logements ruraux, le raccordement au réseau de gaz de ville ainsi que des projets d'amélioration urbaine indispensables pour une vie décente». Arrivés en renfort, les éléments de la gendarmerie sont intervenus pour rétablir l'ordre et libérer la voie publique à la circulation, en vain. Contacté, le président de l'APC de Ain Berda nous a expliqué : «Nous sommes très sensibles aux préoccupations des habitants de la localité de Koudiet Merah. Nous disposons de plusieurs projets déjà inscrits au profit de cette localité, portant en majorité sur l'amélioration urbaine. Quant au raccordement au réseau de distribution du gaz de ville, il sera possible après l'inscription d'un projet centralisé.» A l'heure où nous mettons sous presse, la RN21 est toujours bloquée et les émeutes se poursuivent. **M.-F.G.**

KHEMIS MILIANA

Manifestation d'ex-rappelés

Saisissant l'opportunité de la visite effectuée, hier, par le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Rachid Harroubia, une cinquantaine d'ex-rappelés du service national se sont rassemblés à l'entrée du centre en criant : «Non à la hogra ! Nous réclamons nos droits.» Le convoi ministériel a quitté le centre en trombe, sous bonne escorte. Dans un communiqué dont une copie nous a été remise, les ex-rappelés, dont le nombre est estimé à 400 dans la wilaya de Ain Defla, réclament une prise en charge sur le plan social, notamment par l'octroi d'emplois, l'accès aux soins gratuits pour les personnes souffrant de séquelles et des indemnités. «Nous avons veillé sur votre sécurité et celle de nos responsables durant les années de terreur, le moment est venu de satisfaire nos revendications», a affirmé l'un d'eux d'un ton déterminé. **Aziza L.**

L'UNT suspend son appel à la grève

Suite de la page 1

Dans un communiqué rendu public hier, l'UNT explique que cette décision a été prise pour ne pas saborder le processus de dialogue entre les responsables de la wilaya de Tizi Ouzou et les transporteurs activant dans la wilaya. En effet, les autorités de la wilaya de Tizi Ouzou ont convié les transporteurs aux négociations afin de trouver une issue à la crise qui secoue le secteur du transport dans cette région. «Cette décision se veut une manière de favoriser les voies du dialogue et de donner une chance à une solution pacifique qui évitera de pénaliser les citoyens des wilayas concernées», souligne l'UNT dans son communiqué. Mais l'UNT n'a pas exclu la reconduction du mouvement de grève dans le cas où les résultats des négociations ne répondraient pas aux attentes

des transporteurs de Tizi Ouzou. Pour rappel, l'Union nationale des transporteurs a lancé un ordre de grève d'une journée pour aujourd'hui dans les wilayas du Centre en signe de solidarité avec les transporteurs de Tizi Ouzou en grève depuis presque un mois. «L'UNT réaffirme son soutien à la corporation des transporteurs de la wilaya de Tizi Ouzou et maintient sa décision de reconduire le mouvement de débrayage en cas d'absence de réaction positive des autorités quant aux doléances légitimes des opérateurs», précise la même source. L'UNT a également dénoncé l'UGCAA qui a appelé au gel du mouvement de grève. «L'Union nationale des transports a constaté avec regret les agissements de Steur Boucherit, responsable de la Fédération nationale de transport de marchandises de l'UGCAA», af-

firme Mohamed Bellal, président de l'Union des transporteurs de Tizi Ouzou. Et d'ajouter : «N'ayant aucun poids et aucune emprise sur les transporteurs de la wilaya de Tizi Ouzou, ce dernier s'est permis de s'autoproclamer tuteur d'une corporation en détresse pour appeler à l'annulation du mouvement de débrayage.» Les membres du bureau exécutif de l'UNT ont qualifié l'appel de l'UGCAA au gel de la grève de «comportement égoïste» qui, selon eux, «cache mal des calculs politiques d'une bassesse déconcertante». Il convient de souligner que l'Union générale des commerçants et artisans algériens (UGCAA) n'est sortie de son mutisme que pour casser une solidarité entre transporteurs. Cet appel intervient, à un mois, après le début de la grève des transporteurs de la wilaya de Tizi Ouzou. **D. R.**

OFFRES EXCEPTIONNELLES SPÉCIAL ÉTÉ 2011 : DES POIDS LOURDS À PRIX LÉGER.
Offre valable pour toute commande passée avant le 18/08/2011

FVR 23G/230 CV
Benne 8M³ / 10T
Climatisé
PRIX TTC À : 5 700 000 DA
Taxe véhicule neuf incluse
AU LIEU DE 7 500 000 DA
Soit une remise de **1 800 000 DA**

CYZ 51/360 CV
Benne 16M³ / 20T
Climatisé
PRIX TTC À : 8 700 000 DA
Taxe véhicule neuf incluse
AU LIEU DE 11 000 000 DA
Soit une remise de **2 300 000 DA**

Stock limité

DIAMAL SUCCURSALE BANANIERES - Alger - Fax: 021 89 65 48 - Mobile: 0770 17 67 32 / 0770 95 21 16 / 0770 95 21 15 - SUCCURSALE ORAN - Fax: 040 23 98 48 - Mobile: 0770 92 11 14 / 0770 98 46 19 - SUCCURSALE CONSTANTINE - Fax: 031 67 54 54 / 55 / 56 - Mobile: 0770 53 51 51 - Information Distributeurs Agréés DIAMAL : 021 98 00 30

ISUZU Japon
Des camions pour la vie.

LES LANGUES SE DÉLIENT À LA CHAÎNE AMAZIGHE

Chantage, brimades et harcèlement

La lourde chape de plomb qui pesait sur les journalistes de TV Tamazight a fini par se lézarder pour laisser échapper de véritables cris de détresse. Lettres de démission de la part de journalistes au bord de l'épuisement moral, lettres de dénonciation de pratiques inqualifiables au sein de la rédaction, appels au secours adressés à des responsables, témoignages poignants de femmes violentées, meurtries dans leur dignité, c'est une véritable boîte de Pandore qui s'est ouverte sous nos yeux ahuris. Pour ce qui est des témoignages de harcèlement sexuel, il convient de souligner que certains nous ont été livrés de vive voix par les victimes alors que d'autres ont été livrés par écrit à qui de droit.

Z. N. (1), une jeune journaliste raconte : «Chaque fois que je le rencontrais (le directeur) dans le couloir ou dans son bureau, c'était toujours des commentaires déplacés, des plaisanteries douteuses, des propos malsains puis des tentatives d'attouchements tout en faisant semblant de rigoler. Au fil des semaines et des mois, j'ai appris qu'il agissait de même avec toutes les femmes de l'entreprise.»

B. R., autre journaliste témoigne : «Il me disait : pourquoi tu ne me fais pas la bise ? Moi, je pourrais être ton grand-père. Fais-moi la bise ! Viens dans mon bureau, parle-moi de ta vie...» Quelquefois le harcèlement sexuel va jusqu'à se transformer en véritable agression. Une dame relate : «Il n'a jamais accepté que je lui touche la main. Quand je tendais



PHOTO : MALIKA TAGHILT

ma main, il m'attirait de force vers lui. Vu son âge, je le prenais pour mon grand-père et lui témoignait du respect. Un jour, il m'appelle dans son bureau. Il me parle longuement de ma situation sociale à tel point que je croyais qu'il avait de la sympathie pour moi, puis il me dit : si tu veux rester ici sois docile avec moi. A ce moment-là, il s'est jeté sur moi et m'a embrassée. Je l'ai repoussé et je me suis enfuie de son bureau. Depuis ce jour, mon état psychologique s'est détérioré. Je n'ai pas déposé plainte parce que j'avais peur de subir le sort

de X chassée de la télévision pour avoir dénoncé le même comportement.»

Il arrivait au directeur incriminé d'appeler de la salle de rédaction un de ses amis haut placés sur son téléphone portable. Voici le genre de conversation que tout le monde pouvait entendre : «Allo, monsieur X ? Je suis à côté d'une très belle fille. (Suit une description détaillée de la fille en question). Tenez, je vous la passe.» Au risque de perdre son emploi déjà précaire, la fille, qui se voit tendre le téléphone, doit se montrer «gentille»

avec l'ami si haut placé à l'autre bout du fil.

Et plus si affinités. Dans un rapport remis à sa hiérarchie, une jeune journaliste parle de propos suggestifs, de propositions indécentes associées à des menaces récurrentes et indirectes de licenciement. «Je suis menacée dans ma dignité au sein même de mon lieu de travail. Tout le monde est au courant de ce que nous subissons à la Chaîne IV. Nous sommes devenus la risée des collègues des autres chaînes», écrit-elle. Une autre plainte concerne le sous-directeur de

la TV Tamazight qui, apparemment, aurait pris exemple sur son supérieur hiérarchique. Une jeune stagiaire témoigne : «Il me disait viens dans mon bureau très tôt le matin. A 6h du matin.» Au bout de trois mois, le contrat de la jeune stagiaire a été résilié pour avoir résisté à toutes les avances. Le plus grave, c'est que les responsables de la Télévision nationale ne pouvaient pas ignorer ce qui se passait à la Chaîne IV au vu des nombreux rapports qui leur parvenaient. L'un des derniers rapports que le conseil syndical des journalistes de la télévision a adressé au DG de l'EPTV précise qu'aucun journaliste de la TV 4, ni ancien ni nouveau, n'a échappé à ses exactions (du directeur). Les rédacteurs du rapport évoquent un «climat tendu la Chaîne IV» avant de parler de «harcèlement administratif de la part du directeur de la Chaîne IV». Dans un autre communiqué rendu public, le même syndicat dénonce «les abus multiples du DG de la TV4» et «appelle le DG à prendre des mesures concrètes pour mettre fin à ces agissements obscènes qui ne font pas honneur à une entreprise publique telle que la télévision».

Selon les dernières indiscrétions glanées auprès du collectif des travailleurs de la Chaîne IV, les victimes de harcèlement sexuel ainsi que leurs familles se sont rapprochées de M^e Dilem afin de déposer plainte au niveau de la justice.

Djamel Alliat
(* Les initiales ont été changées pour protéger l'anonymat des victimes)

UN ACQUIS DILAPIDÉ APRÈS DES ANNÉES DE LUTTE

Des années de lutte et de sacrifices pour en arriver là. La naissance d'une chaîne de télévision amazighe, saluée comme un important acquis de la lutte pour la revalorisation de l'identité berbère du pays, n'a finalement été qu'un leurre politique, un épouvantail pour faire croire que le pouvoir a cédé sur cette importante revendication portée à bout de bras par plusieurs générations de militants. Plus de deux ans après sa création, la Chaîne IV, ou TV Tamazight, est une télévision sans siège, sans organigramme, sans moyens techniques ni humains et qui diffuse un programme réchauffé et indigeste, constitué à plus de 80% d'archives surannées. Cerise sur ce gâteau empoisonné, les pouvoirs publics ont cru utile de placer à la tête de cette toute jeune institution un homme qui aurait dû faire valoir ses droits à la retraite il y a bien

longtemps. Un homme qui s'est avéré plus obsédé par les courbes de son personnel féminin que par celles des audiences de sa chaîne. Un journaliste évoque la situation au sein de la rédaction : «Le directeur nous a coupé les lignes fax, les lignes téléphoniques et l'abonnement internet. Nous sommes isolés de l'extérieur et aucune invitation ne nous parvient.» Les quatre services dont dispose la chaîne sont coupés du monde. Ils ne peuvent ni appeler ni être joints de l'extérieur. Ces derniers temps, en l'espace de 24 heures, Saïd Lamrani a réussi la prouesse de censurer trois émissions hebdomadaires, l'une politique, l'autre sportive et la troisième culturelle. La chaîne amazighe est devenue la «chose» du directeur qui recrute selon ses goûts très personnels et qui n'offre le passage dans une émission qu'à ceux qu'il juge politiquement

corrects. Telle qu'elle relève des témoignages glanés auprès des journalistes de la chaîne, la principale mission de l'actuel directeur est de brimer toutes les compétences qui pouvaient un jour sortir cette chaîne de ses limbes puis de son cocon de médiocrité. Il a d'abord fallu trois longues années d'attente et de tergiversations avant de voir TV Tamazight lancée concrètement. Trois ans de tâtonnements pour accoucher d'une chaîne médiocre, vieillotte, limitée dans ses moyens humains et matériels et qui a réussi en très peu de temps à tuer tous les espoirs qu'elle avait suscités. Le maintien d'un homme aussi controversé à la tête d'une chaîne sensible politiquement autorise une lecture plus proche du bon sens paysan que de l'analyse politique : volonté manifeste de reprendre d'une main ce qui a été accordé de l'autre. D.A.

L'ENTV NOUS ÉCRIT

L'article paru dans votre quotidien du 18 juillet 2011, en page 2, fait référence aux membres du collectif des journalistes de la Chaîne IV qui auraient épuisé les recours qu'offre la voie hiérarchique et ont décidé d'alerter l'opinion publique. En réalité, les plaignants qui se sont manifestés au niveau de l'administration sont au nombre de 5, dont 2 sont en congé annuel, sur les 60 journalistes exerçant dans cette direction. Le DGA a reçu les journalistes concernés. Après les avoir écoutés, il leur a de-

mandé de formuler des demandes individuelles en exposant leurs problèmes et les assurer de la transmission de leurs préoccupations. Accordant l'intérêt nécessaire à l'étude des problèmes soulevés, le DG a décidé de diligenter l'examen de cette situation en décidant de convoquer les journalistes concernés pour un entretien à partir de samedi 15 juillet. Aucun de ces journalistes ne s'est présenté à l'établissement jusqu'à hier, fin de journée (absence irrégulière). Quant au harcèlement sexuel invoqué, inacceptable, par ailleurs, il relève du pénal et engage la responsabilité individuelle des personnes. La direction de la Chaîne IV relève de l'organisation interne de l'établissement qui dispose d'un règlement intérieur encadrant la discipline générale au sein de l'entreprise. A ce sujet, l'administration n'a relevé aucun dépassement dans les mesures prises. En outre, il serait insensé, contrairement à ce qui a été rapporté, que des personnalités artistiques et culturelles fassent l'objet de censure, alors qu'elles passent dans les autres chaînes de l'EPTV. En réalité, le problème a surgi récemment avec les changements proposés par le directeur de la Chaîne IV qui voulait donner une impulsion et une dynamique nouvelle.

La directrice de l'administration et des finances

Association d'Algériens de défense des droits des usagers d'Air Algérie

Nous vous informons qu'une association vient d'être créée pour exiger, de cette compagnie nationale, un minimum de dignité, au vu des derniers événements qu'ont connus les Algériens ont été touchés... dans leur orgueil et leur dignité : jetés comme des moins que rien dans les aéroports du monde, et bien sûr, ce n'est pas la première fois que les Algériens subissent des désagréments et la honte devant le monde entier à cause de cette compagnie. Pour rappel : on a fait dormir des Algériens devant l'agence de voyages à Paris, avenue de l'Opéra, durant des mois toutes les nuits...

Ou alors cette histoire sordide d'échapper à une interdiction de survol de l'espace européen pour cause de négligence ! Nous exigeons le remboursement de tous les billets délivrés pour la période du 9 au 16 juillet 2011 (utilisés ou non), cela est valable pour toutes les destinations d'Europe (France, Angleterre, Espagne...) et Canada vers l'Algérie. Une réunion d'information sera organisée au courant du mois de septembre, à Paris, juste avant un rassemblement le 17 septembre 2011 devant le siège d'Air Algérie, 18 avenue de l'Opéra à Paris,

il sera question du prix du billet, des vols à répétition de bagages, du trafic de carte d'embarquement au niveau des aéroports... Rejoignez-nous pour dire «ça suffit». Nous exigeons le remboursement de tous les billets, comme l'exige la loi en vigueur en Europe, pour tout retard dépassant les 2 heures ! Et des excuses publiques à tous les Algériens à l'intérieur comme à l'extérieur du pays.

Renseignements :
le coordinateur Omar Aït Mokhtar tel : 0660475372, facebook : omar lesait e-mail: artistesalgériens@yahoo.fr

NOTRE PROFESSION ELARGIT VOTRE HORIZON
www.pixastudio.com

- Développement d'applications Web
- Conception sites Web (Web Designing)
- Création d'édition (impression, cartes...)
- Hébergement Linux & Windows
- Réservation de noms de domaine

Contactez BMGI International
09b, Boulevard Colonel Amirouche, Alger
Tél. : 213 (0)21 63 52 69 / 70 / 71
Fax : 213 (0)21 63 52 72 / 73
Mobile : 213 (0) 7 70 93 49 93
E-mail : info@pixastudio.com

CAMILLE SARI ÉVALUE L'IMPACT DES RÉVOLUTIONS ARABES

Les économies arabes sous haute pression

Le pessimisme dominera, pour quelques années encore, les économies des pays arabes qui se sont mis à valser depuis environ six mois déjà au rythme de la révolution. Certes, les retombées des événements que connaît le monde arabophone «seront positives sur le moyen et long termes en raison de l'instauration de règles démocratiques dans les sphères économiques et sociales», mais à court terme, les inquiétudes sont sérieuses. La Tunisie, l'Égypte ou encore la Libye auront une réelle épreuve de Damoclès au-dessus de leur tête avec, sur le tableau du bord, des voyants carrément au rouge : «Baisse de la croissance et hausse du chômage», une crainte parfaite, selon Camille Sari, expert financier international. Les premiers signaux de la crise sont déjà là, d'après le même analyste, contacté par

nos soins. «Les révolutions tunisienne et égyptienne et les manifestations dans les autres pays du Maghreb sont à l'origine de la dégringolade de l'afflux des touristes français en Tunisie, au Maroc et en Égypte de respectivement 80%, 40% et 88%». Ces pays vont encore devoir boire le calice jusqu'à la lie, du moins pour les quelques années à venir. Pour le cas de la Tunisie, à titre d'exemple, le gouverneur de la Banque centrale de ce pays avait prédit que le taux de croissance du PIB devrait se situer entre 0 et 2%.

DES PAYS LOURDEMENT ENDETTÉS

Le nombre de demandeurs d'emploi a dépassé déjà 700 000 contre 500 000 il y a quelques mois. La nouvelle patronne du FMI, Christine Lagarde, aura à gérer, entre autres, ce coût très onéreux de la révolution arabe,

dont les premiers besoins exprimés par la Tunisie et l'Égypte flirtent déjà avec les 45 milliards de dollars. La situation paraît beaucoup plus complexe pour la Libye, dont l'économie tient à la seule mamelle du pétrole, à l'image de la structure économique algérienne qui branle lamentablement dans la manche. «Les émeutes dans plusieurs villes algériennes et la crainte d'un remake d'Octobre 1988 ont incité les autorités algériennes à injecter près de 45 milliards de dollars sous forme d'augmentation de salaires, de subventions à l'Ansej (dont les résultats seront fort maigres) et différents dispositifs de soutien aux prix de base», fait remarquer Camille Sari. Ces mesures, d'après l'expert, sont semblables à des «dérèglements nuisibles à long terme et qui ne feront que retarder une explosion sociale». Même si le

pays dispose d'un matelas financier confortable et d'une dette externe non pesante, «l'épuisement prévisible et certain des ressources minières, gazières et pétrolières pourrait, néanmoins, faire rechuter l'Algérie avec des conséquences dramatiques si des réformes profondes ne sont pas prises», avertit Camille Sari. Mais le coût de la révolution arabe ne semble être qu'une goutte d'eau pour la nouvelle patronne du FMI. Pour Camille Sari, M^{me} La grande «ne fera pas mieux» que Dominique Strauss-Kahn. «Sa marge de manœuvre sera réduite», pense-t-il. Selon lui, les trois dossiers qui marqueront le mandat de Christine Lagarde sont la réforme du système monétaire international, la régulation de la finance internationale et l'accompagnement des pays lourdement endettés. Elle a du pain sur la planche.

Ali Titouche

SONATRACH

Prémices d'une nouvelle protestation à Hassi R'mel

Le mouvement de protestation sur le site de Hassi R'mel risque de reprendre de plus belle, et ce, dès cette semaine. Les pétroliers, qui avaient prévu un sit-in hier soir devant la direction régionale de Sonatrach, comptent saisir par écrit les responsables de l'entreprise, à Alger, avant la fin de la semaine. Il est également question de la tenue de réunions au niveau de la section syndicale UGTA afin de dégager un plan d'action et de protestation.

Après un large mouvement en mars dernier, les pétroliers ont accordé un sursis à la direction générale qui, en plus d'avoir consenti une augmentation du salaire de base de 5%, s'est engagée à satisfaire une plateforme de revendications en 15 points. Le fait est que jusqu'à jeudi dernier, les travailleurs étaient occupés à élire les nouveaux membres de leur section syndicale UGTA dont le mandat est arrivé à terme. Cela n'a pas empêché la frustration des pétroliers de Hassi R'mel de grandir, d'autant qu'ils considèrent que les revalorisations des salaires consenties jusque-là n'ont constitué qu'un alignement et non une augmentation réelle et effective des rémunérations. Ils reprochent aussi à la direction de la plus grande entreprise d'Afrique le fait de faire traîner en longueur la satisfaction de l'ensemble de leurs revendications. Ce qui a mis le feu aux poudres est la prime d'intéressement pour l'exercice 2010/2011, décidée dimanche par la direction de l'entreprise ; les travailleurs la considèrent insuffisante et même «insultante», nous confie-t-on.

M. R.

DR PIERRE CHEVALLIER. PDG de Linde Gas Algérie

«Nous allons atteindre les 64 millions d'euros d'investissement en Algérie»

Propos recueillis
Par Ali Titouche

Linde Gas Algérie, qui détient 66% du capital de l'Entreprise nationale des gaz industriels (ENGI), est secouée dans l'une de ses unités de production par un mouvement de protestation. Quelle est la nature de cette action ?

Linde Gas Algérie est une entreprise algérienne et citoyenne qui a versé à l'État algérien 250 millions de dinars de dividendes pour l'année 2010. L'entreprise fait travailler environ 600 employés, dont 597 Algériens. C'est dire que l'entreprise assume pleinement ses engagements et s'affaire à mettre en œuvre un énorme plan d'investissement afin de répondre aux besoins du marché national en approvisionnement, entre autres, les hôpitaux et les cliniques en gaz médicaux. C'est pourquoi je n'arrive pas encore à saisir la réaction de certains travailleurs qui refusent de comprendre que nous sommes une entreprise algérienne qui œuvre pleinement pour le développement de l'industrie en Algérie. Linde Gas Algérie est née d'une reprise du capital de l'ENGI à hauteur de 66%. Nous avons essayé de négocier, bien sûr, avec cette frange de grévistes, mais nous sommes parvenus à la conclusion suivante : ces travailleurs n'ont pas de doléances nide projets sérieux. Ils revendiquent le changement du directeur de notre unité de production de Réghaïa et du directeur de Linde Gas Algérie pour la région Centre. Encore une fois, je tiens à saisir cette opportunité pour rappeler que les questions en relation avec la gestion de l'entreprise relèvent des prérogatives de la direction. Je pense qu'il y a des restes de l'ancien système de gestion dans cette démarche. Je pense aussi



PHOTO: DRK

qu'il y a de petits intérêts mais dans cette manifestation. Maintenant si les travailleurs pensent qu'il y a un problème d'ordre salarial qui se pose, je peux vous dire que le plus bas salaire de l'entreprise, est de l'ordre de 39 000 DA. A vous de faire un comparatif avec d'autres entreprises.

Les choses sont-elles rentrées dans l'ordre aujourd'hui ? Les travailleurs redoutent la fermeture pure et simple de l'unité de Réghaïa...

Nous croyons dur comme fer qu'il ne s'agit que d'une période difficile que traverse l'entreprise. La décision de rénover l'unité de Réghaïa est un projet qui s'inscrit dans le cadre d'une stratégie globale de Linde Gas Algérie qui procède présentement à la restructuration et à la rénovation totale des sites de production de Réghaïa, d'Arzew et de Skikda. Il ne s'agit aucunement donc d'une volonté de l'entreprise de fermer l'unité de Réghaïa, comme cela a été rapporté, mais il est question tout bonnement de transférer la production d'acétylène de l'unité de Réghaïa vers celle de Bouira. Nous essayons de faire face de manière responsable et légale à cette action de protestation des travailleurs

de l'unité de Réghaïa. Mais j'avoue tout de même que l'image de la société a été affectée. C'est pourquoi nous avons pris des mesures conservatrices des sanctions en attendant la décision des tribunaux. Mais en vérité, ce mouvement a été déclenché par les huit employés de l'unité acétylène de Réghaïa. Au 29 juin, quatre sont partis en retraite et aux quatre autres, nous avons proposé de rester sur le site dans une autre structure de production avec exactement les mêmes avantages salariaux dont ils bénéficient aujourd'hui. Alors, nous ne comprenons pas que pour si peu on bloque l'entrée de l'unité et on déclenche une grève, sauf s'il y a des intérêts cachés dont nous ne connaissons pas la nature.

L'engagement financier avec l'État algérien consiste à investir 50 millions d'euros à l'horizon 2012. Parlez-nous en quelques mots des investissements de Linde Gas Algérie.

Je tiens à vous préciser d'abord que notre objectif premier consiste à répondre et à mettre à la disposition des structures de la santé un gaz médical suffisant en couvrant la totalité des besoins nationaux en matière de gaz industriels, avec des ambitions à l'export. Pour ce faire, d'importants moyens ont été déployés pour honorer nos engagements. Des investissements importants ont été consentis, d'autres le seront pour renouveler et rénover le parc industriel et le réseau d'unités dont dispose Linde Gas Algérie. Nos efforts se sont matérialisés en 2011 par un investissement estimé à 30 millions d'euros et une bonne performance commerciale et financière. Les ventes de l'en-

treprise ont connu un bond de 20% en 2011 comparativement à l'exercice écoulé. A moyen et court terme, Linde Gas Algérie entend dépasser les montants inscrits lors de la conclusion du contrat d'investissement avec l'État algérien, dont le montant fixé était de l'ordre de 50 millions d'euros sur cinq ans (2008-2012). Nous allons atteindre sans trop de peine les 64 millions d'euros d'investissements. Nous sommes d'ailleurs en train de mettre en place une nouvelle unité de production de gaz de l'air à Réghaïa et une unité de production d'oxyde d'éthylène. Nous envisageons de doubler la production en CO₂ grâce à la réalisation, dans les mois à venir, de deux nouvelles unités à Réghaïa et à Arzew. L'entreprise va réceptionner d'ailleurs environ 16 citernes à gaz de l'air et 7 citernes de transport de CO₂ en vue d'augmenter les capacités de stockage et de transport. Nous envisageons aussi d'augmenter nos capacités de production d'azote à Hassi Messaoud, et de fiabiliser la production du gaz anesthésiant, etc. C'est dire que Linde Gas Algérie inscrit à son compte comme objectif la diversification

de sa gamme de produits et services, mais surtout l'augmentation de la production afin de pouvoir s'investir dans l'exportation. Nous entendons investir aussi dans d'autres services, à l'instar du homecare, le photovoltaïque, les gaz thérapeutiques, les gaz mélange que nous importons jusqu'ici. Nous allons nous investir aussi dans la maintenance préventive et la modernisation et la standardisation des structures de production. Nous envisageons également de racheter certains fournisseurs de CO₂ et mettre en place des centres de distribution afin de mieux nous rapprocher du client.

Nous croyons savoir qu'un projet est actuellement en négociation entre Linde Gas Algérie et Sonatrach...

Effectivement, nous avons eu les premiers contacts avec les responsables de Sonatrach.

Nous espérons développer rapidement l'aspect technique du projet qui consiste à récupérer les fumées du GNL pour que nous puissions les traiter et les injecter dans les stations de dessalement d'eau de mer en tant que produit fini de CO₂.

A.T.

Anderson
National Express
Votre solution de transport
Livraison de 400kg à 20T et plus/48 wilayas
Transport/Logistique/Dépotage TC/Entreposage
www.andersonlogistique.com
ZI Oued Smar, 021 51.33.44 / Fax 021 51.47.27

INTERNATIONALE

EN PLUS DE L'OFFENSIVE MENÉE CONTRE PLUSIEURS VILLES DE LOUEST

Les insurgés libyens s'emparent du port pétrolier de Brega

La bataille pour la prise de Brega, localité située à 240 km au sud-ouest de Benghazi, paraît avoir tourné en faveur des insurgés. Après trois jours d'intenses combats, ces derniers ont annoncé triomphalement, hier, avoir repris le contrôle du port pétrolier de la ville. Les troupes de l'armée loyaliste, composées de 3000 hommes environ, se seraient retirées, ont rapporté plusieurs agences de presse, vers l'ouest. Elles s'étaient retranchées la veille dans le centre-ville. 300 fidèles à El Gueddafi s'y trouvaient encore, pris sous le feu nourri des armes automatiques des rebelles qui disent avoir perdu une quinzaine d'hommes. Les insurgés ont, rappelle-t-on, déclenché jeudi leur offensive pour s'emparer de cette ville stratégique. Si elle se confirme, la prise de Brega par les insurgés pourrait marquer un tournant dans la guerre menée contre le régime d'El Gueddafi. Mais tout dépendra aussi de la capacité des insurgés à la conserver et à conquérir d'autres villes. Au vu de la situation sur le terrain, le chemin de la victoire peu paraître encore long, surtout lorsqu'on sait que les forces loyalistes à El Gueddafi sont encore nombreuses et bien armées. Une chose est toutefois certaine : Brega permettra au CNT (la représentation politique de la rébellion) d'approvisionner ses unités en carburant et de financer beaucoup plus aisément, avec le



Les insurgés ont déclenché jeudi leur offensive pour s'emparer de Brega

PHOTO: DR

pétrole qui sera exporté, le «printemps libyen». Boostés par le soutien accordé vendredi par de nombreux pays au CNT, les insurgés ont beaucoup avancé aussi à l'ouest du pays. Leurs positions ont cependant été bombardées dimanche à Souk El Thoulatha, une localité se trouvant à quelques kilomètres du centre-ville de Zliten. Les insurgés ont enregistré, en outre, 23 blessés dans la nuit de dimanche à lundi dans des combats qui les ont opposés aux troupes de Mouammar El Gueddafi non loin de la ville de Misrata. Le groupe de contact international sur la Libye, qui s'est réuni vendredi à Istanbul, a

mentionné-t-on, reconnu le CNT en tant qu'«autorité gouvernementale légitime» en Libye. Cette reconnaissance lui permet notamment de lier des relations économiques avec l'étranger.

MOSCOU REFUSE DE RECONNAÎTRE LE CNT

Bien qu'étant une victoire diplomatique, la portée de l'initiative du groupe de contact est tout de même à minimiser, notamment après que la Russie eut refusé de le reconnaître comme tel. Il est fort possible que la Chine en fasse aussi de même. A ce propos, tout le monde sait que Pékin n'est actuel-

lement pas d'accord avec la manière avec laquelle la résolution 1973 est appliquée.

«S'il s'agit de reconnaître le CNT comme seul représentant du peuple libyen, nous ne partageons pas cette position», a déclaré hier Sergueï Lavrov, le ministre russe des Affaires étrangères. Les Etats-Unis ont reconnu vendredi le CNT comme «l'autorité gouvernementale légitime» de la Libye, à l'instar de l'ensemble du groupe de contact sur la Libye réuni à Istanbul. Moscou avait décliné une invitation à se joindre à la réunion du groupe de contact, estimant que le Conseil de

sécurité de l'ONU était la seule instance légitime dans ce conflit. Pour la Russie, cette reconnaissance équivaut à «prendre le parti d'une partie en conflit dans la guerre civile», a estimé le chef de la diplomatie russe. «Les partisans de cette décision sont favorables à une politique d'isolement des forces qui représentent Tripoli et nous sommes traditionnellement contre l'isolement», a-t-il ajouté. «Nous entretenons des contacts avec Tripoli et avec Benghazi pour qu'ils fassent preuve d'une position constructive et se mettent à la table des négociations», a dit le ministre russe. Sur le terrain toujours, l'Organisation de l'Atlantique Nord (OTAN) a indiqué avoir bombardé un grand entrepôt de véhicules militaires dont des chars et d'autres blindés à Tajoura et une antenne radar de l'aéroport international de Tripoli. Même si sa marge de manœuvre s'est considérablement réduite depuis le début de l'insurrection, en février dernier, le colonel El Gueddafi a, de son côté, prévenu samedi les insurgés sur le fait que «le peuple libyen est prêt à mourir pour défendre son pétrole et qu'il ne laissera jamais cette richesse aux mains d'une bande de traîtres infidèles à l'OTAN». Ce n'est pas tout : il a une nouvelle fois juré, dans un discours diffusé samedi soir à Zawiyah, qu'il ne quitterait «jamais» la terre de ses «ancêtres». **Zine Cherfaoui et agences**

MOBILISATION DES MÉDECINS LIBYENS DU MONDE ENTIER

Premiers soins à la frontière tuniso-libyenne

Des médecins libyens du monde entier se mobilisent. En provenance du Canada, des Etats-Unis et de toute l'Europe, ils ont élu domicile à Tataouine, dans le sud de la Tunisie. Ils viennent en aide à leurs compatriotes qui fuient la guerre et se réfugient dans le désert tunisien, à Dehiba et Remada, où des camps de fortune ont été installés à proximité de la frontière libyenne.

Frontières Tuniso-libyenne De nos envoyés spéciaux

Ils se connaissent à peine, mais viennent de parcourir ensemble les 500 kilomètres qui séparent Tunis de Tataouine. Les dix hommes sont médecins. Ils sont arrivés par avion le matin même à Tunis Carthage. A Tataouine, ils sont accueillis par le docteur Salah El Barouni. Lui aussi est médecin bénévole. Arrivé d'Irlande au mois d'avril, il s'est fixé un objectif : aider ses compatriotes dans les camps de réfugiés. «Au début, nous n'étions que deux mais ensuite notre nombre n'a cessé d'augmenter. Alors, nous avons décidé de lancer un site internet où les médecins peuvent s'inscrire avant de venir», explique-t-il. «Ça nous a permis de mieux nous organiser. Aujourd'hui,

on a deux équipes, une permanente avec des médecins de Libye, et une autre avec des médecins d'un peu partout», poursuit fièrement le docteur El Barouni. Leur QG tunisien est un hôtel loué entièrement par un avocat londonien d'origine libyenne. Pas le temps de souffler, à peine arrivés une première réunion est organisée. Saleh El Barouni confie des missions aux nouveaux arrivants. «L'équipe qui vient d'arriver est composée de généralistes. Il y a aussi un cardiologue, un ophtalmologue et un dentiste», se réjouit-il en organisant le planning. «Demain, ils iront tous à Dehiba», poursuit le médecin-chef.

DEHIBA: DU VENT ET DU SABLE

Sous un soleil de plomb et au milieu d'une mini-tornade de poussière, les docteurs enfilent leurs blouses blanches.

Ils se dispersent. Les consultations ont lieu sous les tentes des réfugiés. Seule le docteur Djamilia Issaoui, chirurgien-dentiste à Londres, a droit à un cabinet de fortune. Masque sur le visage, elle enfle ses gants en latex et reçoit son premier patient. Mohamed a 12 ans. «Regardez, je dois le soigner sur une chaise ! Je fais tout mon possible auprès du Croissant-Rouge, de la Croix-Rouge et de l'Unicef pour obtenir un fauteuil de dentiste»,

s'insurge-t-elle. Pourtant dans le camp, se faire soigner les dents est le dernier souci des réfugiés. «Ce qui manque le plus, insiste Mohamed Ihab, un jeune médecin de Tripoli, ce sont les médicaments.» En nage, stéthoscope à la main, il traverse le camp pour en trouver. «Il nous faut des antidépresseurs, beaucoup de patients en ont besoin dans le camp, dit le jeune homme essoufflé. C'est vraiment difficile de s'en procurer. Même si les Tunisiens font de leur mieux pour nous aider.»

«LE DÉSERT NOUS REND FOUS»

Tente après tente, docteur Aâfer Mohamed, médecin aux Emirats arabes unis, soigne les petits bobos. Il juge la situation sanitaire stable. «Dans de telles conditions, c'est un miracle qu'il n'y ait pas plus de maladies», constate-t-il, avant de poursuivre sa tournée. En plein vent de sable qui ne faiblit que rarement, ils sont 830 réfugiés à vivre dans une situation très difficile. Beaucoup d'enfants ont fait des dépressions nerveuses. Messaouda Ali Ahmed est la mère de l'un d'eux. «Il est jeune, c'est un collègue, il a perdu la raison. Il ne fait que pleurer et crier, le désert nous rend tous fous, s'alarme-t-elle. Son père n'est pas là pour s'occuper de lui, il est au front.» Comme elle, toutes les Libyennes du camp sont seules pour s'occuper de leurs enfants. Tous les hommes combattent en Libye. Pour pallier le problème des dépressions, les médecins ont aménagé une école avec une cour de récréation. «C'est tout ce qu'on peut leur offrir pour le moment», conclut, amèrement, Saleh El Barouni, médecin-chef.

Sami Boukhefja, Nicolas Burnens et Antonino Galofaro

CES TUNISIENS QUI SOIGNENT LES RÉFUGIÉS LIBYENS

Accroupi, Nasser Naciri écoute attentivement. Il est psychologue. En face de lui, une réfugiée libyenne. Elle souhaite garder l'anonymat par peur de représailles contre sa famille restée à Nalout, à 60 km de la frontière. Une ville aujourd'hui aux mains des rebelles. «Cela fait trois mois que nous sommes ici. Nous restons entre femmes. Tous nos hommes sont au front. Nous sommes fatiguées, explique-t-elle. Nous souhaiterions rentrer en Libye, mais malheureusement, c'est impossible. Il y a des bombardements et des obus qui nous tombent sur la tête.» Nous sommes dans le dispensaire de Maztouriya, à 15 km de Tataouine. Ici, les réfugiés reçoivent des soins gratuits. Plus de 300 familles libyennes vivent dans la localité. Nasser Naciri travaille depuis sept mois pour Médecins sans frontières (MSF), qui emploie une quinzaine de Tunisiens dans la région. «Je fais une collecte d'informations sur leur état émotionnel pour voir quels sont leurs besoins», précise le psychologue de 31 ans. Selon Halim Boubarak, médecin,

«quand ils ont fui, les réfugiés n'ont pas pu emporter leurs dossiers médicaux. Toute la prise en charge est à refaire. Nous ne disposons pas des renseignements cliniques nécessaires». Manel Boulag est aussi psychologue. Venue de Tunis, elle travaille à Remada, l'autre camp de réfugiés du Sud. «Nous faisons en sorte que les réfugiés dévoient leurs angoisses. Nous abordons certains sujets pour les pousser à s'en décharger par la parole», détaille-t-elle, assise sous une tente où la chaleur est étouffante. A ses côtés, Aïcha Amar. Elle est mère de trois enfants dont deux garçons qui sont au front : «Les premiers jours, quand je suis arrivée avec mes filles, on ignorait tout des Tunisiens et de leur armée. On était effrayés. Mais finalement, on a été bien accueillies et, aujourd'hui, on dort la tente ouverte.» Remada compte 800 réfugiés. Pour beaucoup d'entre eux, le retour est tout simplement impossible. Leurs maisons ont été détruites. Ils n'ont plus où aller. **N. Bs. et S. B. et A. G.**

www.algeriatenders.com

Le premier site Internet dédié aux appels d'offres algériens

- Classés, triés par secteur d'activité
- Mise à jour permanente et quotidienne
- Plus de 200 000 appels d'offres insérés depuis 6 ans
- Démonstration gratuite sur demande
- Autres prestations disponibles, nous consulter
Tél. : 021 28 41 13/18 - Fax : 021 28 41 15
E-mail : contact@algeriatenders.com

404 ACCIDENTS DEPUIS L'OUVERTURE DE LA SAISON ESTIVALE

Un été meurtrier

● Les mesures populistes du gouvernement ne seraient pas les seules responsables de cette hécatombe.



La hausse des accidents s'explique notamment par la fatigue et la somnolence dues à l'augmentation du volume horaire

L'été 2011 est tragique. La tendance à la hausse du nombre des accidents de la route relevée au début de l'année est toujours aussi effrayante. Depuis le début de la saison estivale, 404 accidents ont été enregistrés par les services de la Protection civile de la wilaya d'Alger. Une hausse de 54,78% est donc relevée par rapport aux chiffres enregistrés durant le mois de juin 2010, où l'on a fait part de 261 accidents. La même source indique que pour le mois de juin dernier, six décès et 453

blessés ont été déplorés. Le bilan de la même période de 2010 indique 7 décès et 314 blessés. Les chiffres en hausse continuent de semer la panique chez les familles. Le bilan des trois premiers mois de l'année indique une recrudescence des accidents de la route avec une hausse 36,5% par rapport à la même période de 2010 (1238 accidents en 2011 contre 907 en 2010). Le relâchement des services de sécurité après plusieurs années d'application «stricte» du code de la route

est pointé comme étant une des causes principales de la recrudescence de ces accidents, pour une grande partie, mortels. Ces mesures, selon les instructions diffusées au début de l'année, recommandaient aux agents de l'ordre de faire preuve de «clémence» envers les automobilistes pour éviter une montée au créneau, pouvant coïncider avec tous les mouvements de protestations enregistrés durant la même période. Les mesures populistes du gouvernement ne seraient pas les seules responsables

de cette hécatombe. Selon Mohamed Lazouni, président de l'association de prévention routière Tarik Essalama, «les textes du code de la route n'ont que la valeur de leur application». Les services de sécurité algériens, si l'on se réfère aux propos de M. Lazouni, «sont encore loin de la maîtrise des dispositions du code de la route. Une formation spécialisée s'impose pour faire face au terrorisme routier. Il y a bien des brigades anti-terroristes ou contre le banditisme, pourquoi pas celles spécialisées des routes?», ajoute M. Lazouni.

La hausse des accidents de la route en été s'explique aussi par l'augmentation des risques avec la baisse de la vigilance des conducteurs due à l'augmentation du volume horaire passé au volant et la fatigue et la somnolence qui accompagnent les automobilistes.

Fatima Arab

PLAGES À BOLOGHINE LES ROCHERS MENACENT LES BAIGNEURS

Des centaines de jeunes et de petits enfants courent de grands risques sur les plages de la commune de Bologhine vu le nombre des rochers. Chaque jour, des baigneurs insoucieux de la menace que représentent ces plages dépourvues de simples commodités et de mesures de sécurité, viennent s'y rafraîchir.

Le comble, c'est que certains pères de famille, à leurs risques et périls, accompagnent leur progéniture dans ces endroits. Pourtant, des plages gardées et autorisées à la baignade sont situées à quelques centaines de mètres de ces rochers. Certains d'entre eux justifient leur choix par la proximité de ces rivages avec leurs lieux d'habitation, alors que d'autres font valoir le calme et la sérénité qui caractérisent ces rivages.

«Nous n'avons rien à craindre, nous sommes de bons nageurs et la plage est calme», nous dira un groupe de jeunes. Une déclaration qui renseigne sur l'ignorance, par les baigneurs, des dangers qui les guettent en l'absence de maîtres nageurs. D'ailleurs, chaque année, une grande partie des noyades a été enregistrée sur les plages non gardées, notamment les plages parsemées de rochers, où les estivants sont exposés au risque d'accidents. Il est à relever qu'aucune campagne de sensibilisation n'a été initiée par les autorités publiques pour mettre en garde les citoyens contre le risque que représentent ces plages.

Chaque jour, des baigneurs insoucieux de la menace de plages dépourvues de mesures de sécurité viennent s'y rafraîchir. Le comble, c'est que des pères de famille, à leurs risques et périls, accompagnent leur progéniture dans ces endroits.

CASBAH UN GROUPE D'AGRESSEURS ARRÊTÉ

Un groupe d'agresseurs a été arrêté, ces derniers jours, par les services de sécurité au niveau de la commune de La Casbah, apprend-on auprès des citoyens. Ces malfaiteurs accomplissaient leurs méfaits en terrorisant leurs victimes avec un chien méchant. On croit savoir que les services de la Police nationale leur ont rendu une souricière et sont parvenus à les appréhender en flagrant délit. Ces individus, ajoutent nos interlocuteurs, profitaient de l'exiguïté des ruelles de La Casbah pour s'attaquer à des passagers, notamment des étrangers à la commune, tôt le matin ou dans la soirée. Il est à préciser que l'insécurité continue de poser problème à La Casbah et des délinquants continuent à semer la panique parmi les habitants, notamment la nuit.

D. G.

ÉDUCATION ROUTIÈRE AUX OUBLIETTES

La loi 96-09 promulguée en 1978 consacre l'introduction de l'éducation routière comme matière dans le programme scolaire. Faute de texte d'application, cette disposition n'a jamais été appliquée. 24 ans après la promulgation de ce texte, les conséquences de l'absence de conscience chez certains automobilistes sont très fâcheuses, classant notre pays parmi les premiers en matière d'accidents de la route. Des associations comme Tarik Essalama plaident pour l'application de cette disposition ainsi que le durcissement des conditions d'attribution du permis de conduire, notamment pour les poids lourds et les transports en commun.

F. A.

SUR LE VIF

MALADRESSE



PHOTO: D. R.

En procédant à l'élagage d'un arbre avec des moyens de bricolage, des tâcherons manquant de savoir-faire n'ont pas jugé utile de prendre les précautions pour éviter que des branches cèdent, sectionnant du coup le câble d'alimentation électrique au 42, rue Omar Benaïssa (BEO)

STAOUÉLI : AFFLUENCE RECORD AU BUREAU DE POSTE

Le seul bureau de poste situé dans la commune de Staouéli connaît, en ce moment, un rush record des citoyens. Pour effectuer une simple opération de retrait d'argent ou d'achat de timbre, le citoyen doit faire preuve d'une grande patience sachant que cela peut lui prendre la demi-journée, voire la journée entière. Cette situation dure depuis plusieurs semaines et a pour origine l'importante affluence des estivants, mais aussi l'organisation mise en place au sein de ce poste. Le système de guichet unique pour l'ensemble des opérations postales n'est pas en vigueur dans ce bureau, et le personnel mobilisé pour cela demeure insuffisant pour faire face au monde fou qui afflue chaque jour. La poste est ainsi encombrée toute la

24 HEURES

journée et le système de comptage automatique a vraiment du mal à mettre de l'ordre au milieu de la foule.

CINQ JOURS SANS RAMASSAGE DES ORDURES



Le ramassage des ordures connaît de multiples défaillances au niveau de la commune de Staouéli. Les habitants de plusieurs quartiers se sont plaints de l'absence chronique des

camions de ramassage des ordures ménagères aux horaires habituels. Ce manquement dans le service public a engendré des situations ingérables dans ces cités qui ont eu du mal à supporter l'accumulation des ordures en cette saison de chaleur. Les images de sacs de poubelles éparpillés par terre sont constatées dans divers endroits. La situation est similaire sur le boulevard des restaurants, où veillent les estivants jusqu'à des heures tardives, et qui se trouve dans une situation lamentable chaque matin en raison des odeurs nauséabondes et autres ordures dont la gestion est devenue un véritable casse-tête.

HORAIRES DES PRIÈRES

Fedjr	03h48
Dohr	12h53
Asser	16h44
Maghreb	20h12
Ichâ	21h50

ATTRIBUTION DE 976 LOGEMENTS À SOUK AHRAS

Pleurs, cris de révolte et automutilations

● La distribution s'est faite par voie de presse et les édifices étaient sous haute surveillance, cependant il y a eu beaucoup de remous.

Contrairement à ce que tout le monde attendait, la liste des attributaires de logements sociaux n'a pas été affichée dans les lieux publics. Les autorités locales ont préféré la publier dans la presse pour éviter les regroupements devant les institutions étatiques. La veille, des membres de la commission avaient déjà donné l'information à leurs proches, d'où l'arrivée en masse de plusieurs citoyens devant les bureaux avant l'arrivée des livreurs de journaux. Au petit matin les cafés étaient déjà bondés à craquer de policiers en civil et autres en uniformes, et plusieurs véhicules faisaient des rondes autour du siège de la daïra et celui de la wilaya. Des dizaines de personnes ont aussitôt pris d'assaut ces derniers. A 9 heures, trois jeunes se découvrent le torse et s'automutilent à l'aide d'objets tranchants. L'un d'eux se détache du groupe des contestataires, tire un couteau de sa poche et en fait passer la lame autour du cou. Le sang qui coulait avec abondance ne le décourage pas. Il porte un autre cou à son propre abdo-



men, devant les passants et les automobilistes médusés. Cela s'est passé devant le siège de la wilaya. Au même endroit, un handicapé qui pouvait à peine balbutier quelques mots, crie de toutes ses forces. Renseignements pris auprès de gens qui le connaissent, l'homme atteint de plusieurs maladies chroniques, vit dans un logis de fortune. Il n'a pas apprécié les noms de quelques bénéficiaires qu'ils croient aisés. Un quinquagénaire s'adresse ainsi aux passants: «Voici un bénéficiaire d'un logement

FNPOS (nom et adresse faisant foi) qui est en même temps inscrit sur ces listes.» Mohamed Boumessaâf, un retraité devenu SDF avec cinq membres de sa famille après son expulsion par voie de justice d'un logement loué auprès d'un particulier (voir nos éditions précédentes), nous aborde non loin de la daïra. Il exprime toute sa rancœur à travers ces propos: «Voyez vous-mêmes le favoritisme et la hagra dont nous faisons l'objet.» Il éclate en sanglots et se dirige vers le siège de la wi-

laya muni d'un dossier avec arrêté d'expulsion. L'homme se fie et se confie depuis des mois à la presse sans réserve. Ne voulant guère effleurer la déontologie journalistique par des répliques partiales, nous nous sommes retrouvés nous-mêmes en larmes. A l'heure où nous rédigeons ce papier, aucun autre incident important n'a été signalé. Le chef de daïra que nous avons tenté de joindre par téléphone pour recueillir de plus amples informations à ce sujet, a été déclaré absent.

A. Djafri

ANNABA

7 000 nouveaux bacheliers

La rentrée 2011-2012, l'université Badji Mokhtar de Annaba accueillera 7 000 nouveaux bacheliers. C'est ce qu'a révélé le vice-recteur chargé de la pédagogie, le professeur Mohamed Manaâ, écartant le doute en ce qui concerne un éventuel déficit en structures d'accueil. A ce propos, l'université compte réceptionner à la prochaine rentrée 8 000 nouvelles places pédagogiques devant être réparties équitablement entre les facultés de droit et de médecine; 8 000 autres places seront livrées d'ici la fin de l'année 2011-2012 au profit de la faculté de littérature et langues au niveau du pôle universitaire d'El Bouni. A cela viennent s'ajouter cinq

projets de création de cités universitaires d'une capacité totale de 7 500 lits entre la période 2011-2014. Certains observateurs estiment cependant que cet effort d'investissement devrait être accompagné d'une stratégie pour améliorer le niveau de l'enseignement et former des diplômés capables de s'insérer dans la vie professionnelle sans difficultés. L'université Badji Mokhtar a enregistré au titre de l'exercice 2010-2011 la sortie de promotions composées de 9 530 diplômés dont 6 000 issus de système LMD. Ses sept facultés accueilliront à la prochaine rentrée 42 000 étudiants.

Tewfiq G.

BATNA

Les jeunes de M'Doukel, ces laissés-pour-compte

La commune de M'doukel, ville distante de 35 km de Barika, déborde d'une jeunesse dynamique et pleine de promesses. Mais, a priori, les jeunes de cette commune au potentiel touristique énorme, continuent de vivre le calvaire de l'oisiveté, ils sont quasiment délaissés. Cette frange qui représente la majorité de la population, lance un véritable S.O.S. aux autorités pour sortir de ce marasme. La commune, il faut le dire, a bénéficié de deux infrastructures socioculturelles: un centre culturel et une bibliothèque communale équipés. Elles ont coûté cher aux contribuables, mais elles ne fonctionnent toujours pas faute d'encadrement. Le P/APC de la

ville, Messaoud Tourkmani, explique: «J'avoue en tant que maire que notre jeunesse est comme abandonnée, oubliée. Ces deux structures culturelles venues soulager nos enfants de l'oisiveté, qui ont consommé des budgets conséquents, ne fonctionnent pas! Nous avons fait des démarches pour le recrutement des encadreurs, 2 ingénieurs en informatique et 2 documentalistes, mais en vain.»

Le premier magistrat de M'doukel est toutefois optimiste car il a eu des assurances et promesses du directeur de la culture de la wilaya pour le démarrage de ces établissements en septembre. Mais le problème qui irrite vraiment les jeunes et le P/APC demeure celui

du stade. En effet, le stade dont dispose la ville n'est même pas réglementaire et la ligue de wilaya de football a été très compréhensive en permettant à l'équipe locale d'y évoluer. «Nous nous élevons vigoureusement contre le retard observé par la DJS qui nous a pourtant solennellement promis un stade»; il est selon son premier responsable déjà inscrit, mais pour quand? tonne le maire. «Nous exigeons un stade comme celui de Seggana. Le terrain est disponible ainsi que les P.V.», a-t-il ajouté. La ville millénaire de M'doukel et sa jeunesse mérite bien meilleur sort, d'autant qu'elle constitue un véritable vivier, surtout pour le football, n'est-ce pas Kouici?

A. N.

SKIKDA

Un enfant se noie dans un barrage à Ain Kechra

Le corps sans vie de B.M., un enfant de 12 ans, a été repêché dans la matinée de lundi par les éléments de la Protection civile au barrage de Bous-siala, érigé entre les frontières des wilayas de Jijel et Skikda. La disparition de la victime, élève en 5^{ème} année moyenne au CEM de Boudoukha dans la commune de Ain Kechra, à l'ouest de Skikda, a été signalée dimanche dernier. Des opérations de recherche ont été enclenchées pour retrouver sa dépouille, laquelle a été déposée à la morgue de l'hôpital de Skikda.

K. Ouahab

Les habitants de Djebel Meksen revendiquent

Il a fallu que les habitants de Djebel Meksen, dans la commune de Salah Bouchaour, au sud de Skikda, bloquent la RN44, pour que la situation, déjà tendue entre le P/APC et le chef de daïra d'El Harrouche, s'aggrave. Des représentants des citoyens venus dans l'après-midi d'hier au siège de la daïra pour exprimer leurs doléances, rapportent que le chef de daïra a carrément fait chasser le P/APC qui les accompagnait «Il lui a demandé de quitter les lieux immédiatement en priant des mots plus ou moins injurieux, et ce en présence des membres des services de sécurité et des représentants de l'administration», racontent-ils. Un fait confirmé par notre confrère du quotidien arabo-phonie An Nasr, qui n'a pas échappé lui non plus à la colère de ce responsable. «Il m'a pratiquement fait chasser des lieux lorsque j'étais allé le voir pour recueillir ses appréciations au sujet des doléances des habitants de Djebel Meksen», témoigne-t-il. Ce revirement, comme l'expliquent les habitants de Djebel Meksen, ne devait pourtant pas avoir lieu: «Nous avons accepté de désigner des représentants pour plaider notre cause auprès du chef de daïra, malheureusement nous nous sommes retrouvés les témoins d'une querelle entre responsables. C'était la réhabilitation du tronçon routier menant à notre hameau qui nous importait, pour mettre fin au calvaire que nous endurons, nous et nos enfants. Nous voulions aussi demander au chef de daïra les motifs ayant retardé la tenue d'une assemblée générale de l'association de notre agglomération.» Cette crise couvait, en vérité, depuis les manifestations ayant ébranlé la ville d'El Harrouche il y a quelques semaines, au cours desquelles le chef de daïra a été pris à partie par la population en grogne après l'affichage des listes des bénéficiaires des logements sociaux. Nous avons tenté à notre tour de joindre le P/APC de Bouchaour ainsi que le chef de daïra d'El Harrouche, mais aucun d'eux n'a été joignable durant tout l'après-midi de lundi.

K. O.

CONSTANTINE

Plus de 19 millions de dinars pour l'éclairage des ponts

Une convention pour un projet en trois phases pour l'éclairage public au niveau des ponts a été signée entre la commune de Constantine et le promoteur public communal multi-travaux lors de la 2^e session ordinaire de l'APC organisée le 23 mai de l'année en cours.

Selon le P/APC, Abdelhamid Chibane, les deux premières étapes englobent l'avenue Zighoud Youcef et le chemin de retour sur les deux boulevards, Si Abdallah et Boulmaiz Ali, le viaduc d'El Khantara, le pont Sidi M'cid, en passant par l'avenue Tatache Belkacem et celle des Frères Bourouis. Quant à la dernière partie, elle sera lancée à partir du pont Sidi M'cid jusqu'aux déviations à proximité du CHU Benbadis. Ce projet est estimé à plus de 19 millions de dinars. «C'est une réhabilitation de l'éclairage public, déficitaire dans ces parties de la ville», explique le maire.

Ratiba B.

Menace de grève des paramédicaux

Le bureau du syndicat algérien des paramédicaux (SAP) de la wilaya de Constantine menace de recourir à la grève pour dénoncer, selon ses mots, leur situation, qu'ils jugent inquiétante. On peut lire ceci dans le communiqué parvenu à notre rédaction: «Le SAP déplore le non-respect des directives relatives au statut des paramédicaux et à son régime indemnitaire émises par la tutelle, le ministère des Finances et l'administration du CHU et quelques EPH et EPSP.» A cet effet, ils sollicitent l'intervention de la direction de la santé publique de la wilaya (DSP) pour inciter l'administration à procéder au reclassement, surtout que les autres wilayas du pays ont bénéficié de la catégorie 11. «Voir journal officiel n° 17 du 20 mars 2011.»

O. S. Merrouche

KHENCHELA

Les exclus des listes des logements en colère à Chechar

La liste des bénéficiaires de logements dans la daïra de Chechar, à 50 km du chef-lieu de wilaya, a suscité la colère des citoyens qui en sont exclus. Ils avaient tant espéré obtenir enfin un logement, disent-ils. Ils se sont rassemblés hier devant le siège de la daïra pour exprimer leur mécontentement, et deux d'entre eux ont même tenté de s'immoler par le feu en s'aspergeant d'essence. Ils ont été évacués en urgence à l'hôpital.

Les protestataires demandent l'annulation pure et simple de cette liste et une enquête, arguant qu'il y a eu du favoritisme. «Nous occupons depuis des années des habitations délabrées, ce n'est pas juste que nos noms ne figurent pas dans la liste», déplorent-ils.

Kaltoum Rabia

MOSTAGANEM La fantasia en deuil

Le monde de l'équitation traditionnelle est en deuil. Il vient de perdre l'un de ses plus dévoués serviteurs. En effet, Hadj Khettab n'est plus. Celui qui est à l'origine de la fédération de l'équitation traditionnelle vient de perdre son ultime bataille contre la maladie. Le monde associatif en général et celui de l'équitation lui doivent beaucoup.

Aussi dynamique que discret, ce fils des Souaffias, l'un des berceaux des Médjahers, n'avait pas son pareil pour rassembler plusieurs centaines de cavaliers à l'occasion des festivités nationales ou locales. Lui seul parvenait à réunir les plus grands rassemblements de chevaux du pays. Que ce soit à l'occasion des visites présidentielles, des salons spécialisés, des campagnes électorales, des concours de sport équestre comme le printemps équestre du Dahra dont il était l'un des piliers, Hadj Khettab était omniprésent. Plus que les cavaliers de Mostaganem, Sidi Lakhdar ou Bouguirat, son aura avait largement atteint les plaines du Sersou et celles de Ghriiss, voire Magnhia, Sidi Bel Abbès et Saïda. Redoutable d'efficacité, il savait se faire très discret. Depuis plusieurs mois, sa silhouette avait disparu de la scène équestre régionale, atteint d'une maladie pernicieuse, ses apparitions s'espaçaient de plus en plus. Sa mort intervient à un moment où des soubresauts agitent le monde de l'équitation à Mostaganem. La fédération de l'équitation traditionnelle qu'il présidait devra se surpasser pour lui trouver un remplaçant aussi affable, aussi respecté et aussi rassembleur. Y. A.

Un enfant violé par son oncle à Achaâcha

Le procureur de la République près le tribunal de Mostaganem a mis, hier en détention préventive, le dénommé B.Y., âgé de 25 ans pour attentat à la pudeur sur son neveu. Un petit garçon de 7 ans répondant aux initiales de B.Y. Selon des sources bien introduites, le mis en cause s'est rendu au domicile paternel sis à la commune de Achaâcha avant d'accompagner l'enfant dans un coin isolé pour commettre son forfait. Après avoir pris connaissance de ce qu'a subi son fils, le père, muni d'un certificat médical délivré par le médecin légiste confirmant le viol, a déposé plainte au niveau de la gendarmerie. Interpellé, l'inculpé, qui était en état de fuite, ce dernier n'a pas nié les griefs retenus contre lui. A. T.

LES TRAVAILLEURS DU COMPLEXE SNVI/ BTK - TIARET EN GRÈVE

«Une commission d'enquête ministérielle est exigée»

● Plus de deux cents travailleurs du complexe sont entrés, pour la deuxième fois en moins de quatre mois, en grève ouverte.



Les protestataires exigent la mise en place d'un processus visant la formation continue en application d'une des clauses du contrat

L'usine de carrosserie industrielle SNVI/BTK, située dans la zone industrielle de Ain-Bouchekef, a été forcée à l'arrêt hier. Plus de deux cents travailleurs du complexe sont entrés, pour la deuxième fois en moins de quatre mois, en grève ouverte, pour protester contre ce qu'ils qualifient de «flou entourant la cession de parts au profit du consortium français BTK (Behn Titan Kaiser) qui n'aurait rien apporté de plus». Une sortie qui intervient quelques mois après la visite en catimini de l'ambassadeur de France en Algérie M. Xavier Driencourt. Est-il venu apaiser la tension ou conclure un deal ? Nul ne le saura puisque le point de presse prévu localement a été annulé. Les travailleurs grévistes, dans une déclaration comportant huit points et remise à notre bureau, expliquent leur démarche par : «une demande pressante aux responsables à tous les niveaux d'intervention de

les éclairer sur la teneur de ce contrat aux contours douteux, notamment dans son volet social et le rôle que le syndicat joue». Un rôle pas du tout clair dans l'esprit des travailleurs qui reprochent aux représentants du syndicat UGTA «une certaine complicité voire une implication mineure dans le processus contractuel». Ils exigent, par ailleurs, «la mise en place d'un processus visant la formation continue en application d'une des clauses du contrat».

MÉCONTENTEMENT GÉNÉRAL

D'autres points furent soulevés. Il s'agit entre autres d'«enquêter sur la fuite de l'encadrement spécialisé du fait d'absences de matières premières et d'une certaine manière du statut de l'entreprise qui dégringole au lieu de se hisser au diapason des technologies de pointe». Nos interlocuteurs, s'agissant des dépassements constatés au

niveau de l'administration, évoquent «des retards dans le suivi du plan des carrières et des critères non définies concernant la promotion notwithstanding des lenteurs dans la mise en retraite et suivi des dossiers de la sécurité sociale». Les protestataires, dans le long communiqué, soulèvent aussi des problèmes liés «aux primes de rendement, notamment celle de 2009/2010, le vœu de voir les travailleurs avoir accès à la teneur des conventions dont celle collective qui ne met pas au même pied d'égalité les travailleurs de Tiaret avec ceux de l'entreprise mère à Rouiba, la mise en conformité de la grille des salaires et son homogénéisation voire sa généralisation». Grieffs pour lesquels ils disent «œuvrer à arracher de haute lutte» mais espèrent de tous leurs vœux «mettre sur pied une commission d'enquête ministérielle à même de situer les responsabilités». A. Fawzi

SIDI BEL ABBÈS

Redéploiement des éléments de la police pour la période estivale

267 personnes ont été interpellées par la police de Sidi Bel Abbès durant le premier semestre de l'année en cours, selon un bilan communiqué par la sûreté de la wilaya. Identifiés lors de multiples opérations de contrôle et d'examen de situation effectuées par les éléments de la police, les individus ont été déferés devant la justice pour leur implication dans diverses affaires délictueuses (détention de drogue, port d'armes blanches, etc.). 129 mis en cause ont été écroués tandis que 16 autres ont été assujettis à la procédure de citation directe. Par ailleurs, 65 accidents de routiers ont été enregistrés durant la même période faisant 3 morts et 79 blessés. En vertu du

dispositif réglementaire régissant la circulation routière, les services de police ont procédé, dès lors, à l'immobilisation de 91 véhicules en raison de diverses infractions du code de la route. Pour sa part, la police de l'urbanisme et de l'environnement a effectué 100 interventions axées sur la protection du cadre de vie des citoyens (salubrité, hygiène publique, etc.).

Selon le chargé de la communication, le plan de sécurité pour la période estivale a été réactivé la semaine dernière et porte notamment sur un redéploiement significatif des éléments de police dans les places publiques et les différents carrefours de la ville. M. Habchi

MASCARA

Assainissement à la cité administrative

Les administrations qui ne relèvent pas du ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales sont appelées à quitter la cité administrative de la wilaya de Mascara. En effet, dénonçant la situation qualifiée d'anarchique que connaît cette cité, le wali de Mascara, M.Ouled Salah Zitouni, a déclaré, récemment, lors de la dernière session de l'APW, que l'opération de délocalisation de certaines administrations est toujours en cours, en précisant : «Il y a des directions qui ont déjà quitté les lieux et les autres le feront aussi. Ils doivent réaliser leurs nouveaux sièges en dehors de l'enceinte de la cité administrative». Il a en outre annoncé : «les travaux de réalisation d'un nouveau siège au profit de la direction de la Santé seront lancés incessamment. Quant à elle, la direction des affaires sociales (DAS) va se déplacer, dans les prochains jours, au SOEMO (Service d'observation en milieu ouvert) de Khessibia. La direction du Tourisme va lancer les travaux de réalisation de son nouveau siège et d'autres directions sont exhortées à en faire de même. Seul le ministère de l'Intérieur restera à la cité administrative de la wilaya».

Cette opération, relate le même responsable, entre dans le cadre du rapprochement de l'administration du citoyen et l'amélioration des conditions de travail des fonctionnaires. Profitant des travaux de la session de l'APW qui a eu lieu le 29 juin dernier, M. Ouled Salah Zitouni a tenu à aborder le sujet de l'opération de décentralisation du dépôt des dossiers des cartes grises des véhicules. Il a annoncé : «Actuellement, l'ensemble des seize daïras que compte la wilaya de Mascara délivrent les cartes grises des véhicules. Les citoyens des régions lointaines à savoir Sig, Mohammadia et Zahana n'ont pas besoin de faire des déplacements inutiles au chef-lieu de wilaya pour retirer ce document». L'opération de décentralisation du dépôt des dossiers des cartes grises des véhicules a mis fin à l'anarchie et surtout à la corruption qu'avait connue le service des cartes grises relevant de la direction de la réglementation et de l'administration générale (DRAG) de Mascara.

Une situation qui a été fortement dénoncée par le wali de Mascara, lors de cette session de l'APW, qui n'a pas manqué de relever que «les phénomènes de passe-droits et la corruption qui ont miné, depuis plusieurs années, le service des cartes grises des véhicules ont fait fuir les citoyens des régions de Sig, Mohammadia, Oggaz et Zahana vers les services des cartes grises de la wilaya d'Oran». Tout en ajoutant : «Ces derniers temps, nous avons enregistré le retrait d'une moyenne de trente cartes grises par jour dans la daïra de Mohammadia, contre une à deux avant la mise en œuvre de l'opération de décentralisation. Le même cas pour les daïras de Sig, Oggaz et Zahana où les citoyens retirent leurs documents des véhicules avec sérénité». A. Souag

GHAZAOUET

Le Programme de proximité du développement rural intégré en attente

Les différents projets inscrits dans le cadre du programme de proximité pour le renouveau rural peinent à se concrétiser. Les différents PPDRI confirmés à travers le territoire de la daïra, hormis les actions relevant du secteur des forêts et qui consistent en l'ouverture de pistes, sont toujours en attente.

À Guenadez, un hameau d'une quinzaine d'habitations, situé aux confins de la commune de Tient, l'animateur du PPDRI, un homme d'un certain âge, s'est montré sceptique quant à la réalisation du projet retenu au niveau de sa localité. Il estime même que certaines actions à usage collectif retenues lors de la formulation ne répondent pas aux besoins urgents des fellahs. «Pour l'instant, 3 ans après la formulation du projet, la seule action qui a été concrétisée est l'ouverture de la piste reliant Guenadez à Boughriet», nous dira désenchanté El hadj Ahmed.

Concernant les actions à usage individuel, projets portés par des ménages ruraux et qui consistent en la création d'unités d'élevage de caprins, d'ovins, de bovines, et l'acquisition de ruches pleines, notre interlocuteur censé connaître la démarche à suivre pour bénéficier de l'aide de l'état et la vulgariser auprès de ses concitoyens désirant monter un projet individuel, ignore que chaque porteur de projet individuel qui sollicite un soutien public doit se rendre auprès de l'organisme bancaire de son choix pour constituer une demande de crédit relative à la réalisation des investissements. «Nous avons formulé des actions collectives et individuelles et nous souhaitons qu'elles soient concrétisées pour sortir notre village de son isolement mais l'exemple de Guenadez et Ain Zemmour où des PPDRI sont en attente depuis 2009 n'est pas du tout rassurant», doute notre interlocuteur. O. E. B.

JIJEL INFO

LA SAISON ESTIVALE BAT SON PLEIN

La circulation automobile, un supplice

- Chaque été, la circulation est en débâcle dans cette ville côtière
- Avec le rush des estivants, elle en prend un coup, et voici, pour tous, des désagréments à la pelle.



Où est le nouveau plan de circulation qui a coûté 6 millions de dinars ?

UN RICHE PROGRAMME ARTISTIQUE

L'édition 2011 des Nuits de la Corniche a été lancée à la faveur d'un riche programme devant contribuer à l'animation artistique de la ville de Jijel et de certaines de ses communes. Si l'esplanade de la maison de la culture Laâkabi s'est offert les affiches les plus attractives, les communes de Ziama Mansouriah, El Aouana, Oudjana, Taher, Djimla, Sidi Abdelaziz et El Milia n'ont pas été en reste; elles ont eu leur part d'animation artistique organisée en la circonstance. La concrétisation de ce programme amorcé le 4 juillet dernier, est confiée à la direction de la culture, en collaboration avec trois associations. Le thème des galas est en rapport avec le riche répertoire culturel local avec la participation de chanteurs venus de différentes wilayas du pays. Un artiste jijelien, Rouikha Ahmed, sorti de l'école de « *Alhan oua chabab* », contribue dès ce samedi à l'animation de ces soirées avec Cheb Tayeb de Bordj Bou Arréridj. Durant le mois de Ramadhan, c'est c'est un autre programme qui prendra le relais avec plusieurs activités dont des concerts de chants chaâbi et l'édition du festival du rire et du monologue. La dernière partie du programme, qui s'étalera du 20 au 28 août prochain, sera réservée aux chants religieux.

Amor Z.

TENSION SUR LES BOULANGERIES



L'extraordinaire afflux des estivants vers la wilaya de Jijel a créé une tension sur les boulangeries, qui n'arrivent plus à satisfaire convenablement la forte demande constatée ces derniers jours. S'ils ne veulent pas prendre le risque de se retrouver sans pain sur la table, les habitants sont désormais contraints de se lever très tôt pour s'en approvisionner. Il faut dire qu'à Jijel, on peut relever à travers les plaques minéralogiques que les estivants venus en force sont originaires d'au moins une vingtaine de wilayas.

F. S.

C'est devenu une tradition à Jijel: la saison estivale rime avec les éternels embouteillages. C'est désormais aussi une fatalité pour nos responsables qui n'arrivent pas à mettre en œuvre des solutions devant atténuer un tant soit peu cette crise pendant les quelques semaines que dure la saison estivale. Est-ce normal que l'on ne bouge guère le petit doigt alors que la situation se répète depuis quelques années, qui plus est, dans une ville assaillie par des milliers d'estivants, sans chercher à améliorer la situation? Certes, il y a quelques policiers qui essaient de réguler la circulation au niveau des principaux croisements, mais en

attendant le lancement des travaux des deux trémies programmées pour la ville de Jijel, il convient – et on ne le répètera jamais assez – de se pencher sur le plan de circulation durant l'été. Les visiteurs de la région autant que les habitants de la ville seront très certainement ravis. Et dire que le nouveau plan de circulation a coûté 6 millions de dinars alors que l'on ne voit nullement sa matérialisation sur le terrain! Sur un autre plan, et outre la transformation de tout espace libre en parking payant, nous avons été étonnés de voir que même la RN43 a été convertie en parking payant à la sortie ouest de la localité de Taza, dans la com-

mune de Ziama Mansouriah. En effet, les visiteurs de Ghar El Bez sont carrément escroqués par des jeunes qui les obligent à payer le ticket de stationnement le long de cette route nationale. C'est dire le seuil d'aberration atteint. Au vu de toutes ces situations indescriptibles, il est permis de se demander s'il y a bien un «pilote» dans la wilaya de Jijel pour mettre un terme à cette anarchie. La bonne nouvelle, -il faut bien la relever-, est l'ouverture à la circulation de la déviation sud de la ville qui oblige les poids lourds à contourner cette dernière et permet aux automobilistes d'éviter le centre-ville.

Fodil S.

EL MILIA

Deux ans pour réaliser un tronçon de 13 km

Lancé au mois de septembre 2009, le projet d'aménagement de la route entre la ville d'El Milia, au sud-est de la wilaya de Jijel, et les limites de la wilaya de Skikda, prévu pour un délai de six mois, est encore au stade réalisation. Après bientôt deux ans de travaux, des tronçons entiers n'ont même pas été exécutés. Questionné à ce sujet, le directeur des travaux publics a indiqué que le projet connaît actuellement des difficultés liées aux déblais soulevés dont les services des forêts s'opposent au dépôt sur les lieux. Lors d'une visite d'inspection sur place au mois d'avril dernier, des responsables du chantier ont fait savoir au wali lors de la présentation du plan de réalisation de cette route, que celle-ci va être livrée au mois de juillet

en cours. Plusieurs mois après, les travaux traînent toujours le pas et n'arrivent pas à prendre le rythme voulu. Les engins s'affairent toujours à déblayer la route, à la cité Zaher, à El Milia, pendant que des parties entières nécessitent encore des travaux.

Les habitants des localités environnantes ont souvent exprimé leur mécontentement à l'égard de ce chantier interminable. Le projet en question porte sur l'aménagement de la route sur un parcours de 13 km, avec la réalisation de passages busés et l'élimination des virages. L'importance de ce tronçon réside dans la facilitation du déplacement des populations des régions du sud-est de la wilaya de Jijel et celles des localités limitrophes avec celle de Skikda.

Djihane Z.

Le bétail envahit la ville

La dégradation du cadre de vie à El Milia ne se limite plus aux pénuries d'eau, aux routes défoncées et au manque d'hygiène, aussi bien dans les marchés que dans l'ensemble des quartiers, elle atteint un seuil intolérable avec ces

troupeaux de bovins et ovins qui envahissent la ville. L'image de ces bêtes de ferme circulant le plus normalement du monde au centre-ville est devenu un fait anodin dans cette anarchie sans limite. La scène est encore plus répugnante

lorsque ces animaux se mettent à fureter dans les dépôts d'ordures. C'est l'absence des services concernés qui a rendu possible un tel désordre dans une ville où la notion d'hygiène n'existe plus. Devenu courant, ce phénomène est sur-

tout observé à la cité des 312 logements, à Lemridja ou au boulevard de l'ALN. Le centre urbain est lui-même transformé en champ d'élevage où moutons et vaches sont lâchés au milieu de la circulation automobile.

Rami Z.

DES LOCATAIRES DANS LA PROMISCUITÉ À CHEKFA

Une décennie après avoir bénéficié de logements sociaux de type F1, dans la commune de Chekfa, des habitants interpellent les autorités pour reconsidérer leur cas. Les concernés qui se sont vu attribuer ce genre de logement en 2001, n'arrivent plus, assurent-ils, à vivre dans une telle promiscuité. C'est pourquoi ils demandent à ce que leur situation fasse l'objet d'un examen dans la perspective d'être relogés plus convenablement, en fonction du nombre des membres de leurs familles. Il faut dire que le manque de flexibilité dans la gestion des logements sociaux fait que le bénéficiaire d'un studio est condamné à y passer toute la vie s'il n'a pas les moyens de faire autrement.

F. S.

OULED FADEL (TAHER) DES PROPRIÉTAIRES S'OPPOSENT À L'INSTALLATION D'UN TRANSFORMATEUR

Les services de la Sonelgaz n'ont pas pu installer un nouveau transformateur au niveau de la localité de Ouled Fadel dans la commune de Taher à cause de l'opposition des propriétaires de la parcelle de terrain. La nécessité de poser un transformateur plus puissant découle des fréquentes coupures de courant électrique que connaît cette région. Les services de la Sonelgaz sont donc contraints de trouver un autre terrain pour y réaliser leurs travaux.

Siradj D.

ÉTUDE D'AMÉNAGEMENT POUR 6 PLAGES

Des études d'aménagement de six plages du littoral jijelien sont lancées par la direction du tourisme et de l'artisanat.

A cet effet, cette dernière a diffusé un appel d'offres pour l'étude et le suivi d'aménagement de ces plages situées dans les communes de Sidi Abdelaziz (2 plages), Jijel, El Aouana, Emir Abdelkader, Kheiri Oued Adjoul, avec une plage pour chacune de ces dernières communes. Pour la présente saison estivale, il faut dire que ces aménagements ne seront pas au rendez-vous.

Il reste à espérer que l'été prochain ces aménagements seront réalisés, et que disparaîtra surtout l'anarchie qui a régné sur les plages de la wilaya. Une réelle présence de l'autorité publique et des lois la régissant est plus que souhaitée.

F. S.

CONFÉRENCE DES CADRES DU RND

Le rassemblement national démocratique (RND) organisera demain une conférence des cadres au niveau de la maison de jeunes Rachid Bounab de Jijel. Les thèmes retenus pour cette rencontre partisane sont: «*Le développement et l'élu*», «*La jeunesse et la femme*», et «*La participation du RND dans la mobilisation et la sensibilisation sur l'importance des réformes politiques*». Par ailleurs, le porte-parole de la formation d'Ahmed Ouyahia présidera l'ouverture de l'université d'été de l'Union général des étudiants algériens (UGEA), qui se tiendra à l'université Mohamed-Seddik Benyahia à compter du 21 juillet en cours.

Siradj D.

UNE ÉTUDE POUR LES SITES DE RABTA ET CHOBAB

Une étude entrant dans le cadre de la sauvegarde et de la mise en valeur des sites archéologiques de Rabta dans la commune de Jijel, et Chobab à Ziama Mansouriah, sera bientôt lancée. En effet, la direction de l'urbanisme et de la construction (DUC) vient de confier à un bureau d'étude l'élaboration du plan permanent de sauvegarde. L'étude qui devra s'étaler sur une période de 10 mois coûtera 13,33 millions de dinars.

F. S.

CADRE DE VIE À EL KSEUR

D'inextricables difficultés

- La région, avec le développement perceptible, ces dernières années, du tissu industriel et l'implantation d'une cité universitaire, peut sortir de l'ornière.

Situé à quelques lieus seulement du port et de l'aéroport de Béjaïa et traversé par une ligne de chemin de fer et deux routes nationales, la RN 12 et la RN 26, El Kseur, malgré ses multiples atouts et sa triple vocation de commune industrielle, agricole et touristique, se débat dans d'inextricables difficultés. De la fragilité des infrastructures de base, à la gestion des ordures en passant par la santé publique, tous les secteurs laissent paraître des insuffisances difficiles à combler à court terme. L'état lamentable du réseau routier qui compte 104 kilomètres constituée à lui seul un indice suffisant du marasme et des carences qui étouffent la collectivité.

Défoncées, rainurées, poussiéreuses et fréquemment agressées par les chantiers de réfection des réseaux d'AEP, les routes d'El Kseur arrachent souvent aux usagers des «ouf» de dépit et toutes sortes de grognements. «Le réseau routier de notre commune sera sous peu entièrement réhabilité et ce n'est pas tout. Nous avons finalisé l'étude d'un boulevard urbain à Berchiche avec bretelle de jonction de 2 000 mètres linéaires. Ces projets, avec les aménagements d'accompagnement, nous permettront de gagner du foncier et de donner un bel aspect urbanistique à la ville» nous apprend, à ce sujet, le P/APC, Lounès Abdelouhab. A coté de la dégradation du réseau routier, la situation vague des lotissements, créés depuis plus d'une vingtaine d'années, peut être considérée comme la seconde raison qui provoque la colère et l'indignation des citoyens. Restés pour la plupart sans totale viabilisation, ces lotissements, à l'exemple de celui d'Akkal Abberkane,



La commune d'El Kseur fait face à de nombreuses carences

accusent des retards énormes en matière de cadre de vie. Ces retards qui se sont cumulés, touchent à la voirie, aux trottoirs, à l'énergie électrique, à la gestion des ordures, au parking... En plus de rendre le quotidien des habitants insoutenable, ces insuffisances ajoutent un tantinet de laideur au tissu urbain qui souffre déjà de tous les maux. Au lotissement 130/131, baptisé depuis quelques jours au nom de la cité 5 juillet 1962, des citoyens interrogés affichent leur colère et relatent le martyre qu'ils endurent à cause de la dégradation des voies et accès de leur lotissement. «Nos routes sont en déroute. Elles sont cahoteuses, poussiéreuses. Nos responsables se fichent de leurs aménagements», se plaint l'un d'eux.

Un autre citoyen évoque l'inutilité du stade de proximité im-

planté sur un lieu devant servir de place et de jardin public. «Il est inutile, parce qu'il y a déjà des stades au alentours, et dangereux pour les enfants parce que mal aménagé» nous déclare-t-il en nous montrant le grillage éventré qui sert de clôture à cette aire de jeu.

A quelque chose près, c'est le même topo dans les autres lotissements. Questionné sur la situation de ces lotissements, le P/APC nous exhibe un avis d'appel d'offres national paru ces jours-ci dans un quotidien pour la réalisation de divers travaux aux lotissements N°1, 2, 3 et 130-131.

Le P/APC qui dit, à l'occasion, comprendre la réaction légitime des ses concitoyens, tient à préciser que la commune d'El Kseur ne consiste pas seulement en le chef-lieu, mais comprend aussi deux autres zones, une

zone rurale et une zone semi-urbaine, qui méritent aussi leur part de développement.

Entre attente et mécontentement, les habitants d'El Kseur, malgré leur scepticisme, tendent une oreille attentive aux promesses des responsables. Car, leur région avec le développement perceptible, ces dernières années, du tissu industriel et l'implantation d'une cité universitaire, peut sortir de l'ornière.

Ainsi, à la question de savoir si les projets lancés et prévus par l'assemblée actuelle vont-ils contribuer à booster le développement économique de la région, certains répondent par l'affirmative, d'autres manifestent leur incrédulité et ironisent que leur ville était dix fois mieux à l'époque où elle s'appelait Bitche.

Boualem B.

UN PROGRAMME AMBITIEUX DE LOGEMENTS

Ces deux dernières années, la commune d'El Kseur a bénéficié de plus de 1 200 logements, toutes formules confondues. Selon le premier responsable de la commune, pour l'année 2010, la collectivité a bénéficié de 100 unités sociales et 20 autres dans le cadre de la résorption de l'habitat rural. Actuellement en travaux, ces unités seront, en toute vraisemblance, livrées avant la fin de l'année. Pour l'année 2011, le quota accordé est encore plus important. Ce sont quelque 672 logements sociaux dont 350 unités dans le cadre LSP et 100 unités dans le cadre de l'habitat rural. Avec ce programme ambitieux, la collectivité compte venir à bout de la crise de logements, source de mécontentement populaire. «Avec ce quota, le problème de logement dans sa globalité ne sera, pour quelques temps, plus qu'un mauvais souvenir» indique, à ce sujet, le P/APC.



B. B.

OPPOSITION AU PROJET D'UNE STATION D'ENROBAGE

Des dizaines de documents, entre pétitions, déclarations publiques et lettres administratives remettant en cause le projet d'une installation d'une station d'enrobage nous ont été remis par des responsables d'associations. Arguant des nuisances que créerait cette station sur l'environnement, les rédacteurs des documents exigent le respect des dispositions du nouveau PDAU intercommunal qui définit le lieu d'implantation de cette station comme étant une zone urbanisable où toute activité industrielle est prohibée.

A coté des nombreuses voix hostiles, il y a évidemment quelques voix amies qui voient en ce projet une grande opportunité d'emploi et un pas positif dans le développement industriel de la région.

B. B.

UNE DÉCHARGE CONTRÔLÉE À TAHAMMAMT

Selon le P/APC, les communes d'El Kseur et de Fenaïa auront prochainement en commun une décharge publique contrôlée. Cette décharge d'une superficie de 10 hectares, qui sera réalisée au lieu-dit Tahammamt, permettra, selon le premier responsable de l'APC d'El Kseur, de mettre un peu d'ordre dans ce casse-tête que constitue la gestion des ordures.

A peine l'étude confiée, cette décharge en projet, est déjà opérationnelle. On commence déjà à y déverser les ordures collectées à El Kseur. «Les difficultés que nous causent les riverains de la RN 26, nous a contraint à abandonner précipitamment l'ancienne décharge publique pour Tahammamt» nous a déclaré, dans ce sens, le P/APC. Le vœu de la collectivité, c'est de bénéficier d'un CET, mais la réglementation ne le permet que pour des agglomérations dépassant les 100 000 habitants.

En attendant, les autorités font ce qu'elles peuvent pour gérer ce secteur qui sombre, avec la pullulation des décharges sauvages, dans l'anarchie.

B. B.

La mendicité aux quatre coins de la ville

Les mendiants se font, à l'évidence, de plus en plus nombreux dans la ville d'El Kseur. En effet, ils sont des deux sexes et tous âges confondus, à prendre possession des principales artères de la cité, sitôt apparues les premières lueurs du jour. Bien des mendiants font la planche en élisant invariablement domicile sur la même rue ou la même passerelle. Pour apitoyer les passants, certains n'hésitent aucunement à exhiber

des écritures sur lesquels sont inscrites les pathologies, réelles ou supposées, dont ils seraient atteints. D'autres, parmi les plus valides se disputent la générosité des âmes charitables en faisant le tour des boutiques, avant de se fondre dans la cohue citadine qui se fait chaque jour plus pesante. Mais d'aucuns parmi les citoyens d'El Kseur estiment que ces mendiants n'ont, en vérité, de mendiants que le nom. A les entendre, ces que-



mandeurs ne font que jouer sur le registre de l'apparence mesquine et autres fourberies pour soutirer le sou à ceux

qu'ils pensent être en goguette. «Ces prétendus mendiants ne sont pas plus pauvres que vous et moi. Ils ont simple-

ment trouvé la parade pour se faire de l'argent sans trop chauffer la matière grise». affirme un commerçant du quartier Berchiche. «Il y a même des enfants et des adolescents qui se font honteusement exploiter par des quidams sans scrupules. Pour ne pas éveiller les soupçons, ils se déplacent constamment d'une ville à une autre», soutient un autre citoyen d'El Kseur, enseignant de son état.

M. Amazigh

BUREAU DE

BÉJAÏA

Pour toutes vos annonces publicitaires

Résidence Nacéria (EPLF)
Bt A N° 3 Béjaïa
Tél./fax: 034 21 53 96

El Watan

VIEUX BÂTI

Une étude sociale à Medioni

● Le wali a visité plusieurs habitations vétustes de ce quartier, dont les habitants sont sortis la semaine dernière à la rue protestant contre leur exclusion des précédentes opérations de relogement et demandant à être relogés.

Une étude sociale, déterminant le nombre des locataires, des propriétaires et des ménages résidant dans les habitations en péril dans le quartier de Medioni, sera lancée en vue de la prochaine attribution de logements sociaux, celle prévue au mois de septembre, a annoncé le wali dimanche en marge de sa visite inopinée à ce quartier. Dimanche, les habitants de Medioni ont été surpris par la visite de M. Abdelmalek Boudiaf, venu s'enquérir de leur situation. Le wali a visité plusieurs habitations vétustes de ce quartier, dont les habitants sont sortis la semaine dernière à la rue protestant contre leur exclusion des précédentes opérations de relogement et demandant à être relogés. «C'est la première fois que le wali vient vers nous et vérifie de lui-même notre calvaire. Sa venue est

un honneur pour nous, nous croyons en ses promesses, il est le seul d'ailleurs à avoir eu le courage de venir vers nous», dira une mère de famille. Le wali a prêté une oreille attentive aux habitants de ce quartier venus en masse lui parler, puisque l'information de sa présence a circulé telle une traînée de poudre dans ce quartier populaire.

PRÉ-AFFECTATIONS

Tout le monde voulait se rapprocher du chef de l'exécutif et lui parler, et l'emmener voir sa maison, cependant la revendication était la même, un logement décent. Le wali a déclaré aux habitants de Medioni qu'une étude identique à celle ayant touché les habitants du quartier El Hamri sera lancée dans ce quartier. Cette étude permettra

de déterminer le nombre exact de personnes devant être relogées. M. Boudiaf a expliqué la nouvelle formule d'attribution de logements sociaux, celle des pré-affectations dès le lancement des travaux de réalisation de ces logements, étant donné que le quota existant ne peut répondre à la demande exprimée en matière de logements sociaux. Rappelons que le plus important quota de logements sociaux et RHP, dans la wilaya d'Oran, sera lancé en septembre 2011. Il s'agit d'un quota de 22 000 logements dont les bénéficiaires seront connus dès le lancement des travaux. Ceci est une décision de la wilaya et une expérience pilote au niveau national, pour en finir avec la colère citoyenne qui résulte des opérations d'attribution des logements sociaux finis. **Hafida B.**

RÉAMÉNAGEMENT DU QUARTIER D'EL BARKI

La 1^{ère} tranche des travaux sera livrée en août prochain

Suivant les déclarations de responsables au niveau de la direction de l'urbanisme et de la construction de la wilaya d'Oran, la 1^{ère} tranche des travaux de réaménagement de Haï Fellouacem (ex-El Barki), relevant de la commune d'Oran, sera livrée au courant du mois d'août prochain. En effet, le quartier en question est en train de subir, depuis plus de 8 mois déjà, diverses opérations de rénovation du réseau d'alimentation en eau potable, assainissement, éclairage public, voirie... à la suite des directives du premier responsable de la wilaya d'Oran qui, lors d'une visite de travail, a donné des instructions pour la réhabilitation de ce quartier où la dégradation des espaces et des équipements publics ainsi que les réseaux divers a encombré la vie des habitants. Les mêmes sources d'information ont signalé

qu'il est prévu, entre autres, la réhabilitation de 2 kilomètres du réseau routier qui concerne l'entrée d'El Barki en allant vers le marché dans un objectif d'amélioration du transport en commun, sachant que les transporteurs ont refusé, jusqu'à présent, de s'y aventurer à cause de l'état des routes. Pour sa part, la commune d'Oran est en phase d'achèvement d'un centre culturel à ce niveau pour lequel une enveloppe financière de plus de 7 milliards de centimes a été prévue afin d'offrir un espace de détente, de loisir et de culture aux jeunes du quartier. D'autant plus que les réseaux d'AEP et d'assainissement ont connu une grande opération de rénovation qui a servi à l'amélioration de la distribution de l'eau et à l'élimination des fosses septiques et des stagnations des eaux usées. **A. Yacine**

EN BREF

ROTARACT-ORAN-SANTA CRUZ PENSE AUX DÉMUNIS

Les jeunes du Rotaract-Oran-Santa Cruz envisagent de lancer une opération de solidarité au profit d'une trentaine de familles nécessiteuses par la distribution de denrées alimentaires à l'occasion du mois de ramadhan. Un appel aux donateurs bénévoles a été lancé dimanche par les membres du bureau du Rotaract-Oran pour la réussite de cette opération caritative. **T. K.**

EXPORTATIONS : DES DÉCHETS DE PAPIER ET DE LAINE POUR LA TURQUIE, LE PAKISTAN ET L'INDE

Un volume global de 150 tonnes de déchets de papier et de laine ont été exportés durant le mois de mai dernier à destination de la Turquie, du Pakistan et de l'Inde. Selon l'état des exportations communiqué par la CCIO, durant cette période, il a également été exporté des métiers à tisser de la Sarl Tapidor vers le marché belge et des plaques de plâtre (14 tonnes) vers la Tunisie. **T. K.**

UNE NOUVELLE FILIÈRE SUR L'EAU PRÉVUE DÈS LA RENTRÉE UNIVERSITAIRE 2011-2012

Une nouvelle filière au rayonnement national «Génie de l'eau» est prévue dès la prochaine rentrée universitaire 2011-2012, indique-t-on auprès du rectorat de l'USTO. Cette nouvelle filière est ouverte à tous les bacheliers des séries mathématiques, sciences et

techniques mathématiques. Pour la prochaine rentrée 2011-2012, l'USTO, précise-t-on, a dégagé quelque 3200 places pédagogiques pour les nouveaux bacheliers. **T. K.**

450 AFFAIRES DE DROGUE TRAITÉES EN 2010

Plus de 450 affaires liées au trafic de la drogue ont été traitées par les services de la sûreté de la wilaya, indique-t-on auprès de la caravane de sensibilisation sur les maux sociaux et les accidents de la route. Cette caravane, qui sillonne durant ce mois de juillet les régions du littoral, est organisée par la DGSN au titre de la prévention durant la saison estivale. Dans le bilan exposé, une quantité de plus 1,1 tonne de stupéfiants et 5700 comprimés psychotropes ont été saisis à travers la wilaya et 451 personnes ont été placées sous mandat de dépôt. **T. K.**

ES-SÉNIA : 7 MILLIONS DE DINARS POUR LES TROUSSEUX SCOLAIRES DES NECESSITEUX

Les services sociaux de l'APC d'Es-Sénia viennent de dégager une enveloppe financière estimée à près de 7 millions de dinars pour l'acquisition de trousseaux scolaires au profit d'écoliers issus de familles nécessiteuses. C'est ce qui a été indiqué de sources proches de la commune, ajoutant qu'un total de 5300 trousseaux scolaires comportant, entre autres, un cartable, des cahiers et des stylos, seront distribués à la rentrée

scolaire 2011-2012.

Suivant les listes des bénéficiaires préétablies par les services sus cités, on a recensé 2800 écoliers du premier palier et 2500 écoliers du second palier au profit desquels les trousseaux, acquis auprès d'un opérateur privé, seront distribués. **A. Y.**

BIR EL DJIR : UNE NOUVELLE ANNEXE ADMINISTRATIVE POUR 2012

Les services communaux de Bir El Djir s'approprient à lancer les travaux pour la réalisation d'une nouvelle annexe administrative au niveau de la zone USTO, pour un budget estimé à plus de 22,7 millions de dinars. C'est ce qui a été indiqué de sources proches de l'APC, ajoutant que l'entreprise de réalisation a été retenue, récemment, à l'issue d'un avis d'appel d'offres national, sachant que le chantier sera lancé, d'ici quelques jours, pour une durée de 12 mois. Les mêmes interlocuteurs ont signalé que cette nouvelle réalisation va permettre aux citoyens de la zone USTO et autres quartiers limitrophes, tels que Haï Sabah, El Yasmine, AADL..., de bénéficier des services administratifs habituels (dépôts et retraits de documents officiels), en évitant de longs déplacements vers le siège de l'APC de Bir El Djir. D'autant plus que ce dernier connaît un flux important de citoyens, compte tenu de l'extension de la commune et des projets immobiliers réalisés ces dernières années. **A. Y.**

RAMADHAN

3 300 TONNES DE VIANDE SERONT COMMERCIALISÉES

Dans le cadre de l'organisation de la profession avicole, la régulation du marché et la mise en place du système de régulation des produits alimentaires de large consommation en prévision du mois de Ramadan, 3.300 tonnes de viandes seront mises sur le marché de l'ouest du pays. La plus grande quantité sera destinée à la wilaya d'Oran. Cette quantité est prévue à la distribution à partir des chambres froides de la filiale SAO (société avicole de l'ouest), notamment MAGMOS (magasin général de Mostaganem), magasin général d'Oran (MAGORAN), SOTRACOV ainsi que des chambres froides relevant du secteur privé. Ainsi et pour la troisième année consécutive le prix sera maintenu à 250 dinars/kg, grâce à la nouvelle stratégie mise en place par le ministère de l'Agriculture et du Développement rural. Signalons que, depuis 3 ans déjà, le groupe SOTRACOV a décidé de brûler la politesse à bon nombre d'intermédiaires et de spéculateurs en allant directement vendre la viande au consommateur. Ainsi et depuis 2009 SOTRACOV met à la disposition du grand public, durant le mois de Ramadan, de la viande ovine fraîche locale et de la viande blanche à des prix défiant toute concurrence.

A Oran, quatre points de vente ont été retenus à cet effet par le groupe Agrofruid, à savoir l'Unité de transformation et d'abattage (UTA) à Delmonte, l'Office régional des viandes de l'Ouest (ORVO) à Gambetta, ORVO de Haï Kheimisti et Sidi El-Houari. Notons que, dans le même cadre, la société de gestion des participations des productions animales (SGP-Prod) a lancé un nouveau programme d'investissement pour la mise à niveau de trois fermes d'élevage relevant de sa filiale dans la wilaya d'Oran, a-t-on appris hier. Il est aussi question de la réhabilitation de plusieurs entrepôts frigorifiques en prévision du Ramadhan 2011 qui connaît une hausse de la demande sur les viandes rouges. **Cherifa K.**

ARZEW

LA MÉSÉNTENTE DES «TAXIEURS» PÉNALISE LES USAGERS

«S'ils n'arrivent pas à s'entendre, qu'attend la direction des transports pour mettre un terme à cette anarchie ?» déplorent les usagers des taxis assurant la ligne Arzew-Oran. Une anarchie conséquente à la méséntente entre les chauffeurs de taxis d'Arzew et ceux d'Oran. Si les premiers optent pour le tour de rôle (un taxi d'Arzew-un taxi d'Oran) pour «charger» les clients au niveau de la station du centre-ville d'Arzew, les seconds préfèrent ce qui est dénommé «pare-choc», c'est-à-dire le premier arrivé est le premier servi. Cette dernière option ne semble pas satisfaire ceux d'Arzew qui ont décidé de ne plus laisser les taxis d'Oran activer au niveau de leur station. «Ils nous font la même chose au niveau de la station des HLM à Oran», explique un chauffeur. Le problème dure depuis des mois, et après chaque tentative d'arrangement (syndicat, direction, etc.), les désaccords resurgissent. Dans tout cela, c'est l'usager qui se retrouve pénalisé: le nombre de taxis est considérablement réduit, l'attente se prolonge quand ce n'est pas carrément une perte de temps pour rien. «Alors que si on a choisi ce type de transport, c'est pour gagner du temps», expliquent les usagers. Profitant du manque de taxis, les «clans» s'imposent de plus en plus à Oran et, réciproquement, à Arzew, de nouveaux «taxieurs», profitant de l'aubaine, disent ne travailler qu'à la «course» à raison de 800 DA. C'est tout simplement plus du double d'un aller-retour normal (80 DA le tarif/place). **M. M.**

SPECTACLES

LE TRO SE DOTE DE NOUVEAUX ÉQUIPEMENTS

Dans le but d'améliorer la qualité des prestations et de permettre aux différents groupes de travailler dans de bonnes conditions, le Théâtre Régional d'Oran Abdelkader Alloula vient de bénéficier d'un nouvel équipement technique très sophistiqué. Ce matériel de point a été octroyé par le ministère de la Culture. Il s'agit notamment du matériel pour la sonorisation et l'éclairage. L'installation de ces équipements a été confiée à une équipe spécialisée avec l'aide d'un technicien du TRO. Une fois installés, ces équipements vont améliorer sensiblement la sonorisation lors de galas et de soirées musicales arbitrés par cet établissement. Un établissement qui s'approprie à accueillir un grand nombre de spectateurs durant le mois de Ramadan qui coïncidera cette année avec le mois d'août. Surtout que, pour le mois de Ramadan 2010, près de 15.000 spectateurs ont été enregistrés aux manifestations animées par le Théâtre régional Abdelkader Alloula. **C. K.**



El Watan
Mardi 19 juillet 2011

- À TLEMCEN, une communion entre jeunes Algériens et Marocains
- À CONSTANTINE, le centre hippique est un lieu de détente familial
- À DJOUA, le chanteur Ali Amrane donne le tempo

P. 14
P. 14
P. 16

PREMIÈRE PLAGE PRIVÉE À BÉJAÏA

«La Sablière» prend des couleurs



PHOTO : EL WATAN

Un bon plan... d'eau et une récréation balnéaire pour les enfants

TREMPETTE ET BRONZETTE DANS UNE AMBIANCE DE MUSIQUE, DES ENFANTS ENTHOUSIASMÉS PAR DES TRAMPOLINES ET DES GONFLEURS, DÉJEUNER SERVI À TABLE, LES PIEDS DANS L'EAU, DE VRAIES DOUCHES ET SANITAIRES À MÊME LA PLAGE ...

Nous ne sommes pas sur la Côte d'Azur, mais bien sur la côte bougiote, à une quarantaine de kilomètres à l'est de la ville de Béjaïa, à l'entrée de Souk El Tenine, précisément sur la plage La Sablière. Autant vous rassurer, la carrière de sable qui a donné son nom à cet espace n'y est plus. Les lieux ne respirent plus les poussières, mais la joie. La joie de la baignade et du bronzage. Depuis cet été, une nouvelle ambiance, de nouvelles couleurs s'y sont installées avec la concrétisation du projet pilote de concession donnant un avant-goût d'une privatisation. Qu'est ce que peut être une plage privée ? Qu'offre-t-elle de plus ? Pour y voir clair, il fallait faire le déplacement. Bienvenue à Beach Club, la première et unique plage «privée» de Béjaïa. Vendredi 8 juillet, 10h, en haut du poste de secours de la Protection civile flotte un fanion vert. La grande bleue est plate. Les premiers baigneurs sont déjà là, moins nombreux que sur la plage voisine, Lota 2. Dans l'eau, des enfants barbotent sous l'œil vigilant des parents rassurés par la faible profondeur du plan d'eau que l'on présente ici comme un précieux atout naturel et un motif de quiétude qui s'ajoute à la sécurité de la plage réservée, depuis cette année, pour les familles. 200 parasols plantés dans un alignement parfait, un plancher sur lequel sont disposés des tables et chaises, et bien d'autres moyens, les attendent. Trois douches et des sanitaires pour femmes et autant pour les hommes

ont été construits avec raccord à une fosse septique. Des commodités jusque-là étrangères sur nos plages. Un parking à l'ombre a été aménagé sur une aire débroussaillée, qui a fait place à de petits «salons», de simples tables et chaises, et où des arbres procurent un ombrage frais. Proposés aux amateurs de courtes retraites en compagnie d'amis autour d'un thé ou d'un café, ils n'acrobent pas encore. Les lieux ont nécessité de gros travaux de débroussaillages pour dégager un espace profitable aux estivants. En tout, ce sont quelque 70 000 euros investis sur cette plage dont l'accès est à 400 DA pour une famille, parasols, parking et jeux pour enfants compris.

PLATES-BANDES

Changement de décor, le temps de nous permettre une petite comparaison. Virée sur une plage de la grouillante ville de Tichy. Tarifs appliqués : parking : 100 DA, parasol : 150 DA, petite table : 100 DA, chaise : 50 DA, soit une dépense moyenne de 550 DA pour une famille de quatre personnes. Le tout servi dans une

promiscuité couplée à l'anarchie, avons nous constaté sur place. Des jeunes loueurs de parasols et de mini tentes délimitent chacun ses plates-bandes. Des concessions de la commune ? «Non», nous répond, tranquille, un jeune plagiste, entre deux encaissements. «Nous nous sommes tout simplement partagé la plage entre jeunes de la région», nous explique-t-il. «Vous pouvez le faire par exemple du côté de Saker, sur la côte ouest, mais plus ici. C'est complet», répond-il à notre question, enveloppée de naïveté, de savoir s'il y a de la place pour un nouveau «collègue». Deux pas plus loin, c'est un autre jeune qui nous apostrophe pour nous proposer un parasol à la location. A notre étonnement, il est coiffé de la casquette rouge, du sigle de la Protection civile, de...surveillant de baignade. Ici, le commerce bat son plein. La mercuriale aussi. Les dernières manifestations, qui ont viré à l'émeute, ciblant des hôteliers, semblent loin et finalement chasser le spectre d'une saison déficitaire. *Suite en page 14*

K. Mejdoub

TROIS DOUCHES ET DES SANITAIRES POUR FEMMES ET AUTANT POUR LES HOMMES ONT ÉTÉ CONSTRUITS AVEC RACCORD À UNE FOSSE SEPTIQUE. DES COMMODITÉS JUSQUE-LÀ ÉTRANGÈRES SUR NOS PLAGES.



BON PLAN CINÉMA

■ Salle Cosmos, tous les jours à 13h-15h-18h
Salle Ibn Zeydoun à 12h30-15h-17h30
A l'affiche, le film *Harry Potter et les reliques de la mort 7* (2^e partie), distribué par Cirta Films. Une sortie simultanée avec l'Europe et les Etats-Unis

TLEMCCEN

Communion entre jeunes Algériens et Marocains



PHOTO : EL WATAN

Le Festival international des danses populaires (du 12 au 18 juillet) «récupéré» par Tlemcen, dans le cadre de l'événement de la culture islamique, a merveilleusement squatté, mercredi soir, les artères principales de la cité des Zianides. Un dialogue de corps d'une grande beauté. Un spectacle qui se voulait, selon ses organisateurs, un événement de ce riche patrimoine culturel ancestral national et international. Indonésiens, Mexicains, Bulgares, Jordaniens, Suédois, Iraniens, Malgaches, Marocains, Turcs, Chinois, Tunisiens, Tchadiens... Ce sont plus de 20 troupes étrangères, en plus de celles du pays, qui se sont exprimées, avant-hier, devant une grande foule hétéroclite, avide d'animations et de fêtes. Mais, le clou de la soirée, peut-être, a été le passage de la jeune délégation marocaine arborant les emblèmes algérien et marocain. Pour aboutir, au fil des mètres, à la fusion entre les jeunes des deux pays. Une véritable communion entre deux peuples que, peut-être, seule la culture et la créativité peuvent réunir, consolider... «On a beaucoup parlé dans les médias de notre boycott de cette manifestation, mais ce n'étaient que des allégations. On ne peut décliner une invitation d'un pays frère. Mieux, nous étions déterminés à partager la joie de nos frères algériens et de tous les participants. Comment rater un événement mondial de cette envergure. Nous sommes très heureux d'être ici, où nos hôtes nous ont très bien accueillis. Nous avons l'impression d'être chez nous au Maroc, tant les gens, organisateurs et simples citoyens, sont d'une amabilité indicible», indique, comme en transe, Mohamed D., un des membres de la délégation chérifienne. A voir de près, le show des jeunes Algériens et Marocains en faisait presque un. C'est dire...

Chahredine Berriah

CENTRE HIPPIQUE DE CONSTANTINE

Un lieu de détente familial en quête de revalorisation

■ Depuis son transfert, en 1968, de la petite localité de Oued Hamimime, à quelques kilomètres d'El Khroub, vers la zone du Polygone sur la RN5, non loin de la ville, le centre hippique est devenu un lieu de détente pour la plupart des familles constantinoises.

Cette propriété de l'Etat, placée sous la responsabilité de la direction de la jeunesse et des sports, a fait l'objet d'une inspection des autorités locales, et il a été décidé de la transférer, une deuxième fois, vers un autre site, inconnu pour le moment. Selon les responsables du centre, le budget alloué à la gestion ne couvre pas tous les frais. «Avec 200 000 DA, on arrive difficilement à satisfaire les besoins, notamment la nourriture et l'entretien des chevaux, qui reviennent cher. La paille et le foin coûtent en moyenne 350 DA la botte, et on a besoin de 3000 bottes par an. La réception des familles, surtout en cette saison, représente une autre charge», nous a informés un gestionnaire du club hippique. Les responsables ont aussi signalé d'autres manques, comme l'éclairage public et une clôture digne de ce nom. L'autre problème de taille est la prise en charge sanitaire des chevaux ; l'absence de médication est un véritable calvaire pour les éleveurs et les animateurs du centre. A ce sujet, un ancien moniteur nous apprend ceci : «La médecine vétérinaire est investie par les spéculateurs et autres importateurs de médicaments, qui s'intéressent plus à la médication de bétail de consommation, qui n'est pas appropriée au cheval ; aussi trouvons-nous des difficultés à nous approvisionner en remède dans ce sens ; souvent les souffrances des chevaux perdurent quand le médicament tarde à venir ; pis encore, la situation se complique lorsqu'il s'agit de maladies virales...». Le centre compte une trentaine de chevaux,

L'activité sportive équestre, un atout majeur



PHOTO : EL WATAN

dont quatorze appartiennent à des particuliers. On y trouve différentes races : un barbe, deux pur-sang arabes, deux pur-sang anglais, un arabe barbe (mélange de pur-sang et de barbe), un demi-sang (cheval de selle français), et deux poneys irlandais. La plupart de ces chevaux sont classés dans la catégorie C (capacité de saut d'obstacles de 1,50 m).

HARAS DE CHOIX

La structure accueille trois clubs constantinois : l'Association sportive d'équitation de Constantine (ASEC), l'association Cirta, un club de Didouche Mourad, des abonnés privés, et, initiative louable, les associations caritatives pour les maladies chroniques qui font de l'équithérapie. Il faut relever que la fin de la saison sportive est prévue le 31 du mois en cours. Concernant l'activité équestre, la Fédération algérienne a consacré le mois de janvier aux examens de passage de grade, où 11 jockeys ont accédé au premier rang ; plusieurs concours et championnats se sont déroulés au centre, à l'exemple du championnat des cadets qui a vu la participation de 10 clubs venus de Tlemcen, d'Oran, de Bordj Bou Arréridj, Kharrouba,

du CHP Mohammadia, de Annaba, Tiaret et Mostaganem. Celui-ci a été suivi par la compétition de Tlemcen (qui a eu lieu à Tlemcen même) et du championnat d'Algérie. Afin de coïncider avec les festivités du 16 avril de Youm El Ilm, le grand prix a été réservé pour ce mois même, durant lequel un écuyer de l'ASEC, catégorie des cadets, a pu décrocher le 1^{er} prix. Au cours de la saison active, la Fédération en question propose une formation de base en hippologie. A ce propos, un éducateur sportif, Adel, nous a expliqué que «durant les entraînements, le cavalier doit se considérer comme étant en perpétuel apprentissage ; selon le niveau, la Fédération l'initie à l'hippologie en théorie et en pratique. Pour une meilleure performance et une bonne maîtrise du saut d'obstacles et d'endurance, le jockey est astreint à un entraînement strict». Pour rappel, le centre hippique est ouvert tous les jours au public, de 17 h à 22h ; il y est proposé une bonne ambiance avec une animation musicale et des balades en calèche ou à poney pour les enfants.

O.S.Merrouche

PREMIÈRE PLAGE PRIVÉE À BÉJAÏA

«La Sablière» prend des couleurs

Suite de la page 13

Du moins pour les restaurants alignés les uns à côté des autres au centre-ville. Petit tour dans l'un d'eux. L'accueil est plutôt aimable. Autour d'une table, une famille bougiote s'est fait servir cinq plats de purée avec autant de parts de poulet et du jus. «Puree !» s'est exclamé le chef de famille, fonctionnaire, au moment de passer à la caisse. Ce sera 1550 DA le tout. Retour à Souk El Tenine. En attendant la grande foule, une dizaine d'employés, dont de jeunes plagistes, veillent au grain sur l'étendue du sable de la Sablière. Lydia, une jeune bougiote, qui vient tout juste de décrocher son bac, s'occupe, sous son parasol, à proposer des glaces et des boissons et à servir le menu : un sandwich à 100 DA, la bouteille d'eau minérale à 35 DA, une glace à 40 DA... Abdenour, un jeune de Lota, lui, fait un peu le chef d'équipe. Parmi l'équipe, un

homme au chapeau blanc, le contact facile avec les baigneurs, sillonne la plage. C'est Samir Mokrani, le patron.

FORMULE NOUVELLE

Ses «clients» l'appellent déjà Sam, comme les intimes. Sam est un émigré de Paris qui est parti de sa natale Tala, un village de Barbacha, depuis de longues années. Il a laissé tourner ses restaurants mexicain et marocain au IX^e arrondissement et son riad, une vieille maison de la médina de Marrakech, transformée en une sorte de maison d'hôtes (et qui constitue un élément incontournable du tourisme marocain), pour venir «offrir du rêve», comme il nous le dit. Depuis cet été, contre une soumission de 260 000 DA l'année, sa société s'occupe de la gestion d'un demi hectare de plage donné en concession, en vertu d'un bail commercial de 3-6-9, c'est-à-dire renouvelable chaque trois ans et qui va au-delà de la saison estivale. De

l'animation presque en continu au bord d'une plage, la formule est toute nouvelle. «Nous sommes là pour toute l'année. A part l'hiver, le restaurant, la cafétéria, la grillade, l'espace de jeux pour enfants resteront ouverts le reste de l'année», nous dit Sam. Comme ils le sont d'ailleurs, pendant cet été, jusqu'à 22h pour accueillir des familles installées dans les camps de vacances voisins. Il «n'invente rien», c'est juste qu'il a importé un modèle qui «existe sur les plages du monde», précise-t-il. Sauf que la transposition de ce modèle sur nos côtes doit compter avec le point noir que constituent tous ces détritus qui jonchent nos plages. «La bande de 10 m n'entre pas dans la concession, il est convenu (au terme du contrat) donc que son nettoyage n'est pas de notre ressort», explique notre interlocuteur. Pour le reste, «le nettoyage ne peut se faire à 100%», ajoute-t-il. La raison est que l'espace, bien que concédé, est partagé par des estivants occupant des mini

tentes plantées là et proposées en location par des jeunes de la région. Comme partout ailleurs, sur le reste du littoral de Béjaïa. Délabrées, celles-ci tranchent avec l'air «occidentalisés» des lieux. La plage résiste ainsi au changement.

«L'idée m'est venue, il y a deux ans, alors que je me baladais en hiver sur la côte de Tichy et d'Aokas. Je suis entré par hasard à la mairie de Tichy, je me suis présenté et expliqué au maire mon projet. Ça n'a pas abouti. J'ai discuté par la suite avec l'Office du tourisme qui a consenti à lancer une espèce de projet pilote. Il y a eu des réticences au départ avant d'être orienté vers Souk El Tenine, où j'ai eu une bonne écoute. Il y a eu un cahier des charges, une adjudication en bonne et due forme et ma soumission a été retenue» nous explique Samir, le patron de Massyl Event. «Sollicité par trois maires», il promet du nouveau pour l'année prochaine.

K. M.

MOHAMED KAZOUZ, PRÉSIDENT DE L'ASSOCIATION CULTURELLE BÉNI AMEUR ET PORTE-PAROLE DU MAC



PHOTO : EL WATAN

«Le Festival international des danses populaires court à sa perte»

■ Membre fondateur du Festival international des danses populaires de Sidi Bel Abbès et président de l'association Béni Ameer, Mohamed Kazouz explique dans cet entretien les raisons du boycott décidé par une vingtaine d'associations folkloriques, regroupées au sein du mouvement associatif culturel MAC, dont il est le porte-parole. Il est également membre de l'Organisation internationale of Folk-Art (IOV) et du Conseil international de danse (CID). La troupe Béni Ameer, connue mondialement, a, entre autres, décroché en 2009 le 3^e prix au Festival international d'Ankara (Turquie) et en 1997, le prix du meilleur thème au Festival mondial de Palma de Mallorca (Espagne).

Le Festival des danses populaires, qui est à sa 7^e édition, est critiqué de toute part, aussi bien sur le plan organisationnel qu'artistique. Comment expliquez-vous ce recul par rapport aux précédentes éditions ?

Lorsque le choix des troupes étrangères se fait dans la précipitation, via Internet de surcroît, sans qu'il ne fasse l'objet d'une évaluation de la part d'un comité artistique, il est tout à fait normal qu'on assiste à des spectacles insipides et sans aucune originalité. Les standards internationaux en la matière sont pourtant clairs à ce sujet. Il suffit, en ce sens, de consulter les règles définies par le Conseil international des organisations de festivals de folklore (CIOFF) en matière de sélection et d'organisation de ce genre de manifestations. Il n'est pas, d'ailleurs, étonnant que le festival de Sidi Bel Abbès ne soit pas reconnu par le CIOFF comme événement culturel international du folklore. Des États disposant de peu de moyens se distinguent chaque année et contribuent à mieux vendre l'image de leur pays. Le festival de Sidi Bel

Abbès, malgré les fonds colossaux injectés par les pouvoirs publics depuis 2005, passe presque inaperçu. Un festival qui, de l'avis de nombreux observateurs, a commencé à connaître un sérieux déclin depuis 2008.

Les troupes locales qui ont représenté l'Algérie à l'étranger en de nombreuses occasions se refusent de s'impliquer dans l'organisation du festival. Pourquoi ?

Il est important de rappeler, tout d'abord, que le festival des danses populaires est né au milieu des années 1990 à Sidi Bel Abbès dans un contexte particulier.

A l'époque, les hommes et les femmes de culture étaient les derniers remparts face à l'intolérance et à l'obscurantisme. Parallèlement à cela, l'action des associations culturelles consistait à redorer l'image d'un

pays en pleine tourmente. C'était notamment le cas à Sidi Bel Abbès. Pour l'histoire, l'association culturelle Banou Houal avait organisé le premier Festival national des danses folkloriques en 1997, au moment où l'Algérie était à feu et sang. En 2000, le ballet Eden, présidé à l'époque par Hocine Aberkane, avait réussi la gageure de faire venir des troupes de Hongrie, de Pologne et du Maroc, alors que l'Algérie passait pour être un pays inféquentable. La dynamique culturelle amorcée par le Ballet Eden a donné lieu à une manifestation d'envergure internationale en 2005, à laquelle ont pris part des troupes de Grèce, de France, du Niger et du Maroc. L'institutionnalisation du festival de 2005 s'est concrétisée grâce à l'apport du mouvement associatif culturel (MAC), qui regroupe une vingtaine de troupes artistiques de Sidi Bel Abbès.

Une année après, le festival fut une réussite avec une participation record de 16 troupes étrangères. C'est à partir de cette année que des dissensions sont apparues. Le MAC avait exigé de l'ex-directrice de la culture de rendre publics, en toute transparence, les bilans moral et financier de cette édition. Les associations ont dès lors pris leurs distances avec le festival, tout en refusant de cautionner une manifestation en plein déclin.

Pourquoi avez-vous boycotté le festival cette année ?

Le boycott est le seul moyen pour faire

comprendre aux responsables de la Culture que le festival court à sa perte. La marginalisation des acteurs culturels locaux, en dépit des engagements pris par le wali en juin dernier dans l'organisation de cette édition en est la preuve.

La demi-douzaine de réunions tenues dans le cadre des préparatifs du festival n'a finalement servi à rien. Nous n'avons pas été associés en tant que partenaires à part entière. Franchement, nous ne pouvons plus travailler dans un climat de division et d'improvisation.

Le festival a vu son budget (8 milliards de centimes) augmenter par rapport à l'année dernière...

L'argent n'a jamais été un élément déterminant dans la réussite de telle ou telle manifestation culturelle. On peut avec deux fois moins d'argent rassembler des artistes du monde entier. Nous l'avons fait en 2000, 2005 et 2006. Avec moins que ça, on a pu rassembler des dizaines de troupes des quatre coins du pays, animer toutes les places publiques, lancer des ateliers de formation et organiser des conférences-débats sur l'art chorégraphique.

Malheureusement, cette année, l'improvisation a atteint son expression maximale. L'on s'est rendu compte, à la toute dernière minute, qu'il n'y avait pas de groupe électrogène au stade où devait avoir lieu la cérémonie d'ouverture... Vous vous rendez compte... C'est aberrant. Pis encore, des troupes étrangères se sont produites à la place du 1^{er} Novembre sans que l'on songe à installer une scène de danse... Le comble c'est que cette année nous avons assisté à une délocalisation déguisée du festival, inscrit dans le cadre de : «Tlemcen capitale de la culture islamique».

M. Abdelkrim



L'ARGENT N'A JAMAIS ÉTÉ UN ÉLÉMENT DÉTERMINANT DANS LA RÉUSSITE DE TELLE OU TELLE MANIFESTATION CULTURELLE.

FESTIVAL DE DJOUA

Ali Amrane donne le tempo

■ La 3^e édition du Festival de Djoua a débuté dans la soirée du samedi 16 juillet par un gala dans lequel Ali Amrane a charmé son public avec sa musique originale.



PHOTOS : D.R.

Des fans criaient le nom de la vedette dès le début du gala et chantaient avec lui toutes ses chansons qu'ils ont apprises par cœur. L'artiste a entamé sa représentation, qui durera plus de deux heures, par la chanson *Tamurt* (Pays). Puis, d'autres titres ont suivi : *Bghigh akemhmlagh* (Je veux t'aimer), *Amsebridh* (Le routard), *Houria*, *Khali Slimane*, *Tiloufa*, *Ray oulach* et bien d'autres tels que *Sfina*, chantée auparavant avec Iddir, et *Travail au noir, mariage blanc*, chantée en langue française. A la fin du concert, la fameuse chanson *Tabalizi* (La valise), tant réclamée par le public, les jeunes et moins jeunes se sont précipités pour avoir une petite discussion avec le chanteur. «*Nous avons été comblés par Ali Amrane*», nous ont dit Mahfoudh et Walid, des étudiants de Béjaïa. La soirée a été également animée

par d'autres artistes, comme Mouchette, une jeune chanteuse qui a interprété des chansons étrangères qu'elle a adaptées en kabyle. Le groupe Amsiwen de France et l'artiste Ouazib Mohand Ameziane ont aussi fait le bonheur des spectateurs, qui ne demandaient qu'à s'amuser en cette première soirée du Festival de Djoua qui, cette année, dû changer de site. Les organisateurs ont été contraints de chercher un autre lieu, à quelques semaines seulement de la date prévue de l'ouverture, suite à l'opposition des propriétaires du premier site. «*Ces terrains appartenant aux services des Forêts, il n'y aura donc plus de problèmes*», nous informe M. Khelfaoui, président de l'Association de Djoua, rencontré sur les lieux du festival. Même si ce nouveau site se trouve à une altitude moins élevée que le précédent, la vue qu'il s'offre aux

yeux n'en est pas moins sublime.

VUE IMPRENABLE

Les juilletistes, venus de différentes régions, n'arrêtaient pas de filmer cette vue panoramique dominant le golfe de Béjaïa. Le vaste terrain qui accueillera désormais le festival chaque année a été aménagé en un temps record. De gros moyens ont été déployés pour accueillir les vacanciers devenus, pour la plupart, des habitués du festival. A notre arrivée sur les lieux, en fin de journée de samedi dernier, des groupes de jeunes étaient en train d'installer des tentes ici et là, le sourire aux lèvres. C'était parti pour une bonne semaine de détente. Les familles étaient également au rendez-vous. Celles-ci, faut-il le dire, étaient très à l'aise, rassurées par la sécurité qui régnait. Des éléments de la Gendarmerie et de la Sûreté na-

tionale ainsi que de la police communale sécurisent en permanence les alentours du site. De plus, 400 vigiles, reconnaissables à leurs gilets rouges accueillent, orientent et veillent au bien-être des visiteurs. Même si certains ont critiqué l'absence de quelques commodités, beaucoup sont reconnaissants des efforts qui ont été fournis. Parmi eux, Ali Amrane, visiblement heureux de prendre part au festival. «*Cela me fait plaisir d'être là*», nous a-t-il confié avant de monter sur scène. Et d'ajouter : «*L'endroit est magnifique et c'est grâce aux organisateurs dont les efforts sont à saluer que le festival a pu surmonter tous les obstacles*», a lancé Slimane Hachi. Et de poursuivre : «*Cela nous a permis de reconquérir et la montagne et la nuit*.» Pour sa part, Djamel Alam a invité les familles à venir plus nombreuses.

Ithri Belateche

FESTIVAL DU MONOLOGUE À BORDJ MIRA (BÉJAÏA)

Une trentaine de comédiens au rendez-vous

C'est dans une ambiance conviviale qu'a été donné, dimanche dernier, au centre culturel Malek Bouguermouh de Bordj Mira (Béjaïa), le coup d'envoi de la 3^e édition du Festival du théâtre monologue, organisé par l'association culturelle et sportive locale Tigelzi n'Riff. Pour la journée inaugurale, un virtuose de la guitare, Salah Ait Mansour, a gratifié le public de trois morceaux musicaux. C'est ainsi que *Assefru*, en hommage à Slimane Azem, une œuvre du guitariste intitulée *Les larmes de Bouabdellah* et un «*kachewiq*» harmonisés et construits sur le modèle de variations du flamenco ont été servis par le guitariste au public sous des tonnerres d'applaudissements, avant que le comédien Salaheddine Torki, d'une coopérative théâtrale de Constantine, ne monte sur scène pour présenter le premier monologue de la manifestation intitulé *Icharat el mourour* (Code de la route) et dans lequel il dénonce le chômage endémique et l'état de marginalisation dans lequel se débat le jeune Algérien. Pour le reste de la journée, ce sont trois monologues qui ont été présentés au public de plus en plus nombreux : *Achkoun Ana ?* (Qui suis-je ?) de B. Damou (Chlef), *Ahlam Zaman* (Rêves d'antan) de Samia



Saâdi (Skikda) et *Ellahn El akhir* (La dernière musique) de S. Torki (Constantine). Durant ce festival, riche et varié, qui s'étalera jusqu'au 22 juillet, pas moins de 30 comédiens venus des quatre coins d'Algérie — 24 wilayas selon le président de l'association —, se relayeront sur les planches pour présenter des spectacles, chacun dans sa langue d'expression. Quatre monologues égayèrent chaque jour le quotidien du public. Aussi et selon les organisateurs, cette 3^e édition se distingue des précédentes par l'ouverture d'un atelier de formation en arts dramatiques, qui accueillera une vingtaine de stagiaires qui suivront des cours d'écriture théâtrale et de mise en scène durant toute la période du déroulement de la manifestation. Le volet littéraire ne sera pas en reste, puisqu'un café littéraire sera organisé, et une conférence intitulée «*Le théâtre monologue, réalité et perspectives*» sera animée par Hassani M'hamed. Par ailleurs, des sorties touristiques sont prévues pour faire découvrir les sites naturels et les vestiges historiques de la région. Selon Laïfa Djouadi, présidente de l'association Igelzi n'Riff, «*c'est lors du passage de Fellag en 1993 qu'a germé l'idée de ce festival et qui se concrétisera des années plus tard*». Pour lui, «*le but assigné, en plus de l'animation artistique et la promotion de cet art, est de faire rimer le nom de la région de Bordj Mira avec le Festival du monologue*.» Il va sans dire que l'initiative est fort louable, dans la mesure où elle permettra de redonner un souffle à l'activité culturelle en général et à ce genre théâtral en particulier, de plus en plus en déclin.

Hakim Kebir

ONE-MAN-SHOW

L'humoriste Dieudonné à Alger et Oran

■ Après son passage réussi à Alger et à Oran, l'année dernière, pour son spectacle *Sandrine*, Dieudonné fait une deuxième escale en Algérie pour présenter cette fois-ci son dernier spectacle, *Mahmoud*.

Humoriste à l'extrême, Dieudonné se produira le 12 juillet, à partir de 21h, au Hilton à Alger. Ce premier spectacle sera suivi d'un second, le 22 juillet, au cinéma le Régent (salle El Maghreb), à partir de 21h. Les prix des billets sont fixés à 2000 DA. Avec le talent qu'on lui connaît, Dieudonné a construit son man-one-show *Mahmoud* autour de thèmes qui lui tiennent à cœur, à l'image de la Shoah, les juifs, l'esclavagisme et l'histoire dont il conteste «*la version officielle*». *Mahmoud* lève le voile sur sa rencontre, en novembre dernier, avec le président iranien, Mahmoud Ahmadinejad. Il raconte également comment il a rencontré Khaled Mechaâl, le chef en exil du mouvement islamiste palestinien Hamas, qui contrôle la bande de Gaza. Il le compare au «*général de Gaulle de la Palestine, en plus charismatique*». Dieudonné M'bala est né



en 1966 à Fontenay-aux-Roses, d'une mère bretonne et d'un père camerounais. Il grandit au sein d'une famille modeste. Très jeune, il savait qu'il voulait écrire. Il débute par des petits boulots, comme par exemple dans la vente. En reprenant contact avec le comédien loufoque Elie Semoun, il ne sait pas que son destin va basculer du tout au tout. Les deux comparses se lancent dans la comédie. Com-

plices, ils écrivent des textes ensemble, en ajoutant un apport personnel au niveau culturel. Dès lors, le succès est immense dans les années 1990. En 1996, Dieudonné ne chôme pas et joue dans trois films, en l'occurrence *Didier*, *Le déménagement* et *Le clone*.

Après la séparation du duo, Dieudonné décide de faire son baptême du feu avec son nouveau spectacle intitulé *Dieudonné tout seul*, suivi d'un second spectacle au titre provocateur *Pardon Judas*. En 2008, il se fait remarquer avec son one-man-show intitulé : *J'ai fait l'con*.

A la même époque, Dieudonné joue dans d'autres films aux côtés de Valérie Lemerrier dans *Le derrière* et *Vive nous*. Vers la fin des années 1990, il prend la direction de la Main d'Or, un café-théâtre parisien, réputé pour faire jouer de jeunes artistes en herbe, une activité qui ne l'empêche pas de continuer à se produire sur d'autres scènes. Dieudonné n'est pas seulement un personnage à l'humour sarcastique et dérangeant, il est aussi connu pour son engagement pour plusieurs causes dont, entre autres, le droit au logement et la représentation des gens de couleur à la télé. En 2009, il se lance dans la politique et se présente en tête de liste aux élections européennes.

Nacima C.



AVANT-GOÛT

■ La réouverture intégrale du mythique complexe palmarium Sidi M'Cid de Constantine devra avoir lieu «d'ici la prochaine saison estivale», a annoncé lundi le Directeur de la jeunesse et des sports (DJS), Abdelhamid Daâmache.

UN RENDEZ-VOUS DE PLUS EN PLUS CONTROVERSÉ

Que reste-t-il du Festival de Timgad ?

■ Avec la même assurance dont il est le seul à avoir le secret, Lakhdar Bentorki, commissaire du Festival international de Timgad et patron de l'ONCI, a affirmé que la 33^e édition du Festival de Timgad est une réussite. C'était lors d'une conférence de presse tenue mercredi 13 juillet, à l'hôtel Chelia, à Batna, quelques heures avant le coup d'envoi du spectacle de clôture. Les mêmes réponses ont été livrées pour les mêmes questions des journalistes locaux, qui exprimaient le malaise de la société locale à l'égard de cet événement de plus en plus controversé.



La grande chanteuse libanaise Nawel Zoghbi au Festival de Timgad

PHOTO : D. R.

En effet, d'un rendez-vous culturel majeur, le Festival de Timgad, né dans l'euphorie culturelle des années 1960, n'est aujourd'hui que l'ombre de lui-même, s'accordent à dire les acteurs de la région. Entre la conception du commissaire du festival et celle de l'élite de Batna, il y a comme un océan de mésentente. Il est indéniable que des milliers de personnes, des jeunes, des familles trouvent l'occasion de se défouler durant les soirées offertes par le festival. A part cela, le festival ne profite en rien à la région, et en premier la population de la commune de Timgad. Issam, Mustapha et Tarek, jeunes chômeurs de la ville, sont catégoriques là-dessus : «Ce festival ne nous rapporte rien, à nous les jeunes de la région, on est toute l'année en état de chômage et on continue à l'être durant le festival. Ce qui change, c'est qu'on passe nos nuits à danser aux dernières places, quand on a la chance d'y accéder», affirme Issam. L'arrivée des visiteurs produit-elle un quelconque apport pour eux ? «On aurait aimé voir ces visiteurs la journée dans les ruines, ou au moins quelques heures avant le lancement de la soirée, ou même durant la soirée, mais aucune commodité n'existe sur le site, aucune», renchérit Mustapha. Pour ces jeunes, tant que le festival se résume à des soirées

musicales, il ne peut rien leur apporter. «Il n'y a pas de mouvements culturels et touristiques qui accompagnent les soirées. Les artistes, des stars qui passent chez nous, on ne les voit même pas visiter les ruines romaines ! Une seule photo d'un artiste dans la ville antique de Timgad pousserait des centaines de ses fans à y venir et la visiter, alors la ville serait animée et vivante tout au long de l'année», conclut Tarek.

La vox populi est encore plus corrosive quand il s'agit de commenter la société VIP qui s'est formée autour du festival : «Aujourd'hui, les organisateurs se contentent eux et leurs proches, ainsi que ceux des responsables de la wilaya, de prendre des photos avec les stars pour se vanter sur leur mur Facebook», ironise encore Tarek.

Chez les artistes, il est difficile de trouver une seule voix qui pourrait approuver ce qui se passe. Hanafi Meliani, chef de l'orchestre philharmonique de Batna et président de l'association philharmonique Aurélienne affirme que ce festival n'est d'aucun apport pour la région. «C'est seulement de l'argent gaspillé. Un festival doit apporter quelque chose, surtout pour l'artiste. De par sa définition, un festival c'est une école pour faire connaître les autres arts aux publics.» Il détaille encore plus en revenant sur le cas des artistes qui ne

profitent en rien de l'événement. «Il devrait y avoir au moins des master classes entre artistes algériens et étrangers», ajoute Meliani.

Même son de cloche chez le musicien chaoui, Nouari Nezzar, pour qui le festival a dévié de son but initial : «Au lieu d'être un festival des arts populaires, il devient un truc de variétés qui ressemble plus à une fête destinée à plaire aux autorités plutôt qu'à la plèbe.» L'artiste, qui ne cache pas son boycott, considère que le fond du problème réside dans le fait que «les gens viennent se défouler et non pour se cultiver. C'est devenu un dancing-club créé par des non-professionnels de la culture qui ont donné cet aspect dancing aux concerts artistiques.»

UN GOUFFRE FINANCIER

Avec le regard d'un journaliste qui a couvert l'événement et assisté à sa reprise en 1997, Ouarda Lakhel, responsable de la production à la radio locale de Batna, se souvient de la reprise de l'événement après des années d'interruption due à l'insécurité. «C'était une leueur d'espoir pour sortir des malheurs de l'Algérie et l'aider à briser l'embargo qui lui a été imposé par une certaine situation. Les familles commençaient à sortir à des heures auxquelles elles n'osaient pas le faire avant. Et le festival avait un but de réanimer la région avec un

tourisme culturel, au moins intérieur. Les jeunes avaient plus d'opportunités de se faire un petit pécule, même saisonnier, en assurant les fonctions d'agents de sécurité ou d'hôtes pour les filles. Les chanteurs de la région avaient plus de chance de se produire sur la scène de Timgad et de se faire connaître.» Après plus de dix ans d'existence, que reste-t-il de ce cahier des charges ? Ouarda Lakhel est elle aussi pessimiste et estime que le festival n'avance pas. «On est carrément sortis du festival d'antan. Où est la commercialisation du produit touristique ? Qu'a-t-on récolté de la forte présence de grands noms étrangers ? Quelle est l'image qu'ils ont gardée de Timgad ?», s'interroge encore la journaliste.

Ces avis sont partagés par Cherif Menaceur, directeur d'une agence de voyages, et promoteur d'un projet d'hôtel qui n'a pas pu voir le jour à Timgad. Pour lui, le seul point positif est la construction d'une réplique du théâtre antique qui lui sera préservé. Nous avons aussi interrogé des personnalités politiques, bien que le premier que nous ayons contacté, un député FLN, a refusé de s'exprimer de peur d'éventuelles représailles, a-t-il argué ! Toutefois, Yazid Bedaïda, sénateur et ex-président de l'Assemblée populaire de la wilaya de Batna, a répondu à nos questions avec un langage tout aussi tranchant que ce-

lui des jeunes et des artistes. «Quand j'étais P/APW de la wilaya de Batna, je n'ai pas cessé, et je continue à dire que ce festival ne rapporte rien à la wilaya de Batna et même à la commune de Timgad. Par contre, il nous fait perdre de l'argent. L'APW verse chaque année entre 20 à 30 MDA pour l'hébergement, le transport et la restauration de la route entre Batna et Timgad. Tout ça pour ne rien avoir en retour», a-t-il soutenu. Cet élu dit avoir une autre idée sur un festival international : «Un festival doit au moins profiter au tourisme. Je suis contre ce qui se fait actuellement. L'artiste arrive à minuit et repart à six heures du matin ! Mon avis risque d'aller à l'encontre de ce que veut le simple citoyen, celui de se défouler durant la période du festival et puis c'est bon, mais j'y tiens.»

Comme lui, Khaled Bouali, poète et dramaturge ne cesse de clamer que «les raisons d'un tel désastre résident justement dans le fait que les véritables compétences artistiques et culturelles sont mises à l'écart et que les actuels organisateurs ne songent qu'à s'enrichir sur le dos de la culture.» L'organisation devra-t-elle changer de main pour de meilleures performances ? En tous les cas, c'est une idée qui semble faire l'unanimité chez les citoyens de Batna.

Nouri Nesrouche et Ferdaous Rayan

ON VOUS LE DIT

Le métro en novembre, vous y croyez ?



C'est le débat lancé par des internautes depuis que le ministre des Transports, Amar Tou, a annoncé que la mise en service du métro d'Alger, tant attendue par les Algérois, aura lieu au début du mois de novembre 2011. D'une longueur initiale de 9,5 km, le projet du métro d'Alger devra desservir dix stations, les communes de Bachedjarah, El Magharia, Hussein Dey, Sidi M'hamed et Alger-Centre. La réception de ce métro, un projet lancé dans les années 1980 et maintes fois reporté, est prévue pour le 31 octobre 2011. «*En principe, la date de mise en service du métro ne va dépasser début novembre, mais elle peut également intervenir le 1^{er} novembre*», a affirmé le ministre des Transports.

Scandale à l'Urbab de Blida

Le Centre d'études et de réalisation en urbanisme de Blida (Urbab EPE/SPA) fonctionne dans l'illégalité. Sa directrice générale a été mise à l'écart d'une manière arbitraire, depuis fin juin 2011, par le président du conseil d'administration du centre, dont le mandat d'administrateur a déjà expiré depuis le mois d'avril 2011. Plus grave encore, et en violation des textes régissant le code du commerce, le président du directoire de la SGP Genest, dont dépend l'entité, lui a prorogé le mandat par simple lettre, jusqu'à la tenue de l'assemblée générale ordinaire alors que le mandat des administrateurs ne se proroge pas dans une SPA. Ils sont élus par l'assemblée générale constitutive ou l'assemblée générale ordinaire.

Humilié, un Mascaréen brûle son véhicule

Un homme d'une quarantaine d'années n'a pas trouvé mieux que de brûler son propre véhicule devant une foule perplexe, dans la commune d'Aïn Kermès, dans la wilaya de Tiaret. La scène est survenue quelques minutes après avoir été accosté par des gendarmes en faction sur la route menant au village. Ces derniers n'auraient pas été galants encore moins courtois avec lui, en présence de sa sœur qui l'accompagnait. S'estimant victime d'une humiliation, il exécuta vite son plan. Le brave homme aurait pu dans un excès de colère s'asperger d'essence ou commettre l'irréparable, comme il est de mode, mais il a préféré extérioriser sa déception sur le carrosse plutôt que sur lui. L'incident a failli même tourner à l'irréparable n'était-ce la sagesse des aînés sortis calmer les esprits.

L'EHS de Tipasa attend son inauguration

L'autorité de wilaya de Tipasa avait décidé de mettre en service, le 17 octobre 2010, l'ex-UMC de Tipasa, afin de pouvoir répondre aux besoins pressants des populations. Cette infrastructure avait été baptisée au nom du Dr Tedjini Haddam, ex-membre du HCE. Depuis le mois de mars 2011, l'ex-UMC avait été érigée officiellement en un EHS (Etablissement hospitalier spécialisé) «Mère et Enfants». Mais cette infrastructure du secteur de la santé publique en activité n'a toujours pas été inaugurée. Sa réalisation et son équipement auront coûté un peu plus de 500 millions de dinars.

Une piscine pour deux millions d'habitants

Les habitants d'El Bahia doivent se contenter d'une seule piscine fonctionnelle pour se rafraîchir en ces journées de canicule. Sur les sept piscines que compte la ville d'Oran, seule celle du jardin public est apte à accueillir les adeptes des plongées qui ne peuvent se déplacer vers le littoral. D'ailleurs, les enfants recourent aux jets d'eau pour faire une trempette sachant, en parallèle, qu'il n'y a aucun projet de construction de piscines, surtout après la fermeture de celles qui existaient auparavant. Ainsi, les deux millions d'Oranais que compte la ville d'El Bahia sont résolus à faire la chaîne pour une petite brasse.

DIABÈTE ET RAMADHAN

L'éternel débat

● Les principes de jeûne chez les diabétiques continuent de susciter des débats, comme c'est le cas de la journée organisée à la Chiffa.



PHOTO: D. R.

A l'approche du mois sacré du Ramadhan, mois de piété, de jeûne et de tous les excès alimentaires, le Dr Djaoudia Chaban-Sari, médecin installée à La Chiffa (Blida), a organisé, en collaboration avec des médecins de l'EPS Mouzaïa, des imams, des laboratoires pharmaceutiques, de l'APC de La Chiffa et sous le haut patronage de la DSP de Blida, une journée de sensibilisation sur les principes de jeûne chez les diabétiques. Intervenant la première, l'organisatrice de cette importante manifestation, qui s'est déroulée dans la salle de la maison de jeunes de La Chiffa, rappellera que les diabétiques de type 1, insulinodépendants, les femmes enceintes souffrant de cette maladie et les personnes très âgées, entre autres, sont exemptés du jeûne. Quant aux diabétiques de type 2, elle leur recommande, du fait des 16 heures de jeûne, de contrôler leur glycémie durant la journée et même le soir. «*Ces malades*

ont tendance à faire des hypo ou des hyperglycémies d'où un suivi rigoureux», dira-t-elle, et de poursuivre : «*A 0,6 g/l, ils sont obligés de prendre leur collation au risque d'altérer leur santé*». Nazim Bencheikh, médecin, présent lors de la rencontre, conseille les diabétiques qui feront le jeûne, de faire dès à présent des tentatives avant le Ramadhan pour s'entraîner à mieux gérer le mois de carême. Les deux imams ont mis l'accent sur l'obligation faite aux patients diabétiques de ne pas jeûner lorsque leur santé est en danger. Ils ont argumenté leurs diatribes par des versets du Coran. En outre, ils ont insisté sur la nécessité du diabétique à se conformer aux conseils de leur médecin traitant, seul habilité à permettre ou non à son patient de jeûner. Le clou de cette rencontre a été l'intervention tant attendue par les présents du diététicien Karim Messous. L'orateur préconisera aux diabé-

tiques de rompre le jeûne avec un verre d'eau au lieu de dattes. Il conseillera aussi de commencer par une salade, de la laitue de préférence, car contenant des fibres qui ralentissent l'absorption du sucre. Une chorba «frik», et non de vermicelle, sans pain avec des boureks cuits au four constitueront le repas type du diabétique jeûneur. «*Les boissons gazeuses et les jus de fruits sont formellement interdits*», prévient-il, et d'ajouter : «*Par contre, un fruit consommé avec modération est toujours bon!*». Au s'hour, M. Messous suggère un plat de couscous avec du lait et enfin de l'eau. A noter qu'une centaine de glucomètres seront distribués aux diabétiques munis de la carte nationale et du certificat médical attestant la maladie. Les centres de santé du sous-secteur de la santé de la Chiffa ainsi que la polyclinique de Mouzaïa auront, eux aussi, leur quota. **Abdelkader Lazereg**

Irban 007 cartonne sur le Web



C'est plus qu'un succès, c'est un véritable engouement sur le Web pour Irban 007 Call Center. Deux semaines après leur lancement, les deux épisodes d'Irban 007 Call Center sont numéro 1 des vues sur Youtube Algérie et sur les vidéos partagées sur Facebook et Youtube. Détail qui ne trompe pas : la vidéo a le plus grand taux d'impression sur Facebook Algérie. La communauté Irban a connu, qu'on se tient bien, une multiplication par 12 ! Mais, si en Algérie il est à la première place, chez nos voisins marocains, il n'est pas en reste puisqu'il figure dans le top 10 de Youtube Maroc. Comme quoi, Irban 007 est devenu une passerelle entre les jeunes de tous les pays. En soutenant Irban, Djesty, leader de la téléphonie mobile en Algérie, lance un message fort à la jeunesse : soyez créatifs, ingénieux et positifs comme Irban et votre talent sera récompensé. Modèle pour la jeunesse algérienne, Irban est heureux de son succès : «*Bien sûr que je suis content ! Je suis du peuple et j'aime le peuple qui me le rend bien. J'essaie de distraire et de rendre les gens heureux*». Plus qu'un phénomène de mode, Irban est devenu une sorte de code d'appartenance entre les jeunes, un style de vie qui regroupe tous les Algériens autour d'un message principal : Aimez votre pays. Fort de son succès, Irban ne compte pas s'arrêter en si bon chemin. Bientôt, il lancera d'autres épisodes d'Irban 007 tout aussi décapotants que les premiers. Avec Irban 007, passez un été dans la bonne humeur. Retrouvez Irban sur www.facebook.com/djesty

MALADIES RARES

Des patients sans traitements

Des enfants atteints de la maladie de Gaucher, une maladie héréditaire et rare, sont sans traitements depuis plusieurs mois. Les médicaments spécifiques importés par la PCH sont en rupture de stocks dont certains depuis plus d'une année. Des parents, soucieux de l'évolution de l'état de santé de leurs enfants, ont lancé un SOS, après avoir sollicité l'intervention du ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière. Ils sont venus à notre rédaction pour dénoncer cet état de fait et lancer un appel aux hautes autorités du pays pour trouver une solution à cette «*situation catastrophique*». «*Nos enfants sont en train de mourir à petit feu et on ne peut rien faire*», nous lance un père désespéré. Dans une lettre adressée au directeur de la Pharmacie centrale des hôpitaux, le groupe de parents rappelle au premier responsable de la PCH que «*leurs enfants sont atteints de maladies rares invalidantes, nécessitant un traitement au long cours, et toute interruption du traitement entraînera la reprise et*

la progression des lésions irréversibles». Ils lui signalent également que «*plusieurs enfants atteints de la maladie de Gaucher, traités sous Cerezyme, prenaient des demi-doses et d'autres sont sans traitement depuis plusieurs mois*». «*Les patients de MPSI nécessitant l'Aldurazyme sont sans traitement depuis plus d'une année et d'autres sous Naglazyme (MPS6) le sont depuis des mois ainsi que ceux traités à la Myozyme*». Une situation dramatique que les parents vivent quotidiennement et appellent le directeur de la PCH et tous les responsables du secteur à «*penser un moment que ce sont leurs enfants qui sont atteints de ces maladies*». A noter que la maladie de Gaucher se caractérise par un déficit en glucocérébrosidase, qui est une enzyme (lysosomal) lipide (molécule de graisse dite complexe) entrant dans la constitution des membranes des cellules et issue de la dégradation des hématies (destruction des globules rouges). Les traitements viennent justement remplacer l'enzyme manquante. **Dj. Kourta**

El Watan - Le Quotidien Indépendant
 Édité par la SPA "El Watan Presse"
 au capital social de 61 008 000 DA. Directeur de la publication : Omar Belhouche
 Direction - Rédaction - Administration Maison de la Presse : Tahar Djaout - 1, rue Bachir Attar 16 016 Alger - Place du 2nd Mai Tél : 021 68 21 83 - 021 68 21 84 - 021 68 21 85 - Fax : 021 68 21 87 - 021 68 21 88

Site web : <http://www.elwatan.com> E-mail : admin@elwatan.com PAO/Photographe : El Watan
 Publicité - Abonnement : El Watan 1, rue Bachir Attar - Place du 2nd Mai - Alger.
 Tél : 021 67 23 54 - 021 67 17 62 - Fax : 021 67 19 88.
 R.C. N° 02818857 Alger.
 Compte CPA N° 00.400 103 400 099001178 - Compte devises : CPA N° 00.400 103 457 050349084
 ACOM : Agence de communication : 102 Logis, tour de Sidi

Yahia, Hydra. Tél : 021 56 32 77 - Tél/Fax : 021 56 10 75
 Impression : ALDP - Imprimerie Centre ; SIMPREC - Imprimerie Est ; ENIMPOR - Imprimerie Ouest.
 Diffusion : Centre : Aldp Tél/Fax : 021 30 89 09 - Est : Société de distribution El Khabar.
 Tél : 031 66 43 67 - Fax : 031 66 49 35 - Ouest : SPA El Watan Diffusion, 38, Bd Benzerdjeb (Oran)
 Tél : 041 41 23 62 - Fax : 041 40 91 66

Les manuscrits, photographies ou tout autre document et illustration adressés ou remis à la rédaction ne seront pas rendus et ne feront l'objet d'aucune réclamation.
 Reproduction interdite de tous articles sauf accord de la rédaction.

OJD
 PRESSE PAYANTE
 2010

SPORTS

QUARTS DE FINALE DE LA COPA AMERICA

L'Argentine et le Brésil out



PHOTO : D. R.

Le Paraguay crée la surprise et élimine le Brésil

L'Argentine à la trappe, le Brésil idem ! Les quarts de finale de la Copa America ont produit une deuxième énorme surprise avec l'élimination du double tenant du titre, tombé face au Paraguay dans la même loterie des tirs au but (0-0 a.p., 2-0 t.a.b.).

Menezes maintenu

Le sélectionneur brésilien, Mano Menezes, est maintenu dans son poste en dépit de l'élimination de son équipe dès les quarts de finale de la Copa America, dimanche soir, au stade de la Plata (Argentine) face au Paraguay aux tirs au but (2-0), rapporte la presse locale citant le chargé de la communication au sein de la Fédération brésilienne de football. Le premier responsable du football au Brésil, Ricardo Tichira, a affirmé, par le biais de son chargé de communication, la poursuite de Menezes de sa mission à la tête de la Selecao, en prévision du mondial 2014 qui sera abrité par le Brésil, indique la même source. Mano Menezes avait succédé à son compatriote Dunga, démis de ses fonctions à la suite de l'élimination la sélection brésilienne en quarts de finale de la Coupe du monde 2010 en Afrique du Sud face aux Pays-Bas.

APS

Le Paraguay, qui n'avait plus atteint le dernier carré depuis 1989, rencontrera le vainqueur, le Venezuela, qui s'est qualifié pour les demi-finales de la Copa America en battant le Chili 2 buts à 1 (mi-temps : 1-0), dimanche, en quarts de finale à San Juan (Argentine). De manière incroyable, trois des quatre tireurs brésiliens (Elano, André Santos et Fred) ont envoyé leurs tirs au but dans les tribunes, et Thiago Silva a vu le sien repoussé par Villar. Le gardien des Guarani, en état de grâce, a été le héros de la soirée : il s'est interposé sur une frappe vicieuse de Ganso (67') ou des tirs à bout portant de Pato (73', 82') et Lucio (33'), ce dernier arrêté avec...

les parties intimes. Justement, le Paraguay lutait avec ses principales qualités de sacrifice, d'abnégation. Bousculé par la vitesse brésilienne, il multipliait les fautes pour la court-circuiter. « Nous

ne devons pas rentrer dans ce jeu », avait prévenu Robinho. En prolongation, une altercation débouchait néanmoins sur l'exclusion, de part et d'autre, de Lucas Leiva et Alcaraz (103'). Et le maître-mot de «patience» martelé par les Brésiliens durant le tournoi se diluait dans la précipitation. Les Guarani n'ont jamais inquiété Julio Cesar, hormis dans les toutes dernières minutes. Et dans l'épreuve fatidique. Pourtant, ce n'était plus l'insipide Selecao qui avait arraché un point aux solides Guarani huit jours avant (2-2). Mano Menezes répétait après chaque match que son équipe progressait. Ce fut encore le cas, dans le jeu, par rapport à sa victoire sur l'Equateur (4-2). Après avoir été efficace en marquant quatre buts, le Brésil s'est révélé plus séduisant, sans concrétiser. Avec cette Selecao-là, ce n'est donc jamais fromage et dessert. Pourtant, pour

la première fois du tournoi, le quatre offensif proposait quelques beaux mouvements, du vrai «jogo bonito» s'achevant par des frappes de Neymar au-dessus (7'), frisant le poteau (27'), sauvée par Alcaraz (49').

SÉQUENCES ÉPARSES

Le jeune attaquant à la crête ne se contentait plus de tricoter. Ses prises de balle portaient le danger dans la défense adverse. Rien à voir avec le joueur se regardant jouer dans ce même stade de La Plata contre le Venezuela (0-0). Touché, il était remplacé par Fred (80'). Renaissance aussi pour Robinho, auteur de remontées de balle et de décalages intéressants, revenu à son meilleur niveau, dans une position de neuf et demi. Ramires constitue l'autre grande satisfaction chez la Canarinha : défensivement propre, le milieu montrait davantage d'autorité qu'auparavant et démontrait ses qualités dans la perforation. Ganso, en revanche, est resté énigmatique, alternant passes lumineuses et passages à vide, tandis que Maicon, si impressionnant contre l'Equateur, se fourvoyait dans le déchet. Du coup, les belles séquences demeuraient éparées, et le match plongeait régulièrement dans l'ennui. Jusqu'à la loterie des derniers frissons.

AFP

RÉSULTATS DES QUARTS DE FINALE :

Colombie - Pérou	0 - 2 a.p.
Argentine - Uruguay	1 - 1 a.p., 4-5 t.a.b.
Brésil - Paraguay	0 - 0 a.p., 0-2 t.a.b.
Chili - Venezuela	1 - 2

TABLEAU DES DEMI-FINALES :

Mardi à La Plata (00h45 GMT) Pérou - Uruguay
Mercredi à Mendoza (00h45 GMT) Paraguay - Venezuela

MONDIAL-2011 DAMES Le Japon crée la surprise

L'e Japon a créé une immense surprise en remportant son premier Mondial féminin face aux Etats-Unis (3 tirs au but à 1, 2-2 a.p.), après être revenu deux fois au score, dimanche à Francfort. Pour les Américaines, la défaite n'est «pas une option», avait expliqué l'attaquante Abby Wambach. Avec les Japonaises, deux fois assommées et deux fois ressuscitées, elles ont trouvé plus insubmersibles qu'elles. Et lors de la séance de tirs au but, ce sont les Américaines, qui n'avaient pourtant jamais perdu face aux Japonaises (22 victoires et trois nuls), qui ont craqué, les trois premières frappeuses (Boxx, Lloyd et Heath) échouant face à Kaibori. Tout dans le parcours des Japonaises dans ce Mondial relève de la surprise. Elles n'étaient favorites ni en quarts

de finale face à l'Allemagne (1-0 a.p.), ni en demi-finale face à la Suède (3-1). Mais les voir revenir au score par deux fois face à une équipe américaine dominatrice et qui a touché trois fois les montants - Rapinoe (18'), Wambach (29') et Morgan (49') - tenait quasiment du miracle. Après la très logique ouverture du score par Morgan (69'), il fallait une énorme incompréhension au sein de la charnière centrale américaine, incapable de dégager un ballon pourtant facile, pour que Miyama, de près, fusille Hope Solo. En prolongation, on pensait que le but de Wambach (104'), qui avait déjà sauvé les Etats-Unis en quarts de finale face au Brésil, en marquant, déjà de la tête, le but du 2-2 dans les arrêts de jeu de la prolongation, suffirait. Pas



PHOTO : D. R.

Les Japonaises expriment leur joie après leur premier titre mondial

de tout. A trois minutes du terme, Sawa surgissait sur son corner pour tromper à nouveau Solo et finir meilleure buteuse du Mondial, avec cinq buts. La sélection Nadeshiko (du nom d'un fleur) n'avait jamais dépassé les quarts de finale en Coupe du monde. Tout au long de leur invraisemblable parcours, les partenaires de Sawa ont rappelé qu'elles jouaient aussi pour soutenir un pays frappé par le séisme et le tsunami

de mois de mars. Longtemps décevante sur le terrain, la finale est devenue folle en prolongation. Mais dans les tribunes pleines de la Commerzbank Arena (48 817 spectateurs), elle a été, dès le coup d'envoi à l'image de tout le tournoi, festive et animée par les supporters des deux camps. Dans la tribune officielle, Angela Merkel, Sepp Blatter et Michel Platini ont eu l'air d'apprécier.

AFP

WA BOUFARIK Reprise le 23 juillet

Après avoir raté, de justesse, l'accession en Ligue 2 l'année passée, les dirigeants de la formation du WAB, pensionnaire de la Division nationale amateur (DNA), veulent récidiver cette saison en se fixant comme objectif l'accession, en mettant le paquet pour retrouver la Ligue 2. Pour ce faire, le président du WAB, M. Semani, a fait appel à un nouvel entraîneur en la personne de Benhalima Boualem, pour prendre les rênes de la barre technique, et en opérant un changement de l'effectif à hauteur de 40%, tout en gardant l'ossature de l'équipe. Parmi les nouveaux joueurs qui ont rejoint les rangs du WAB, on citera Amir (MSC), Si Kadour (JSMC), Belkadi (RCK) et Si Amar (ESMK). La direction du WAB ne compte pas s'arrêter là, puisqu'on croit savoir que trois autres joueurs devront rejoindre l'effectif de Boufarik d'ici la reprise des entraînements, prévus pour le 23 de ce mois. Les Boufarikois effectueront, par la suite, un stage de deux semaines à Ain Témouchent, juste après le mois de Ramadhan. Dans un autre registre, nous avons appris que la direction du WAB a déjà déposé auprès de la FAF son dossier pour passer du statut d'amateur à celui d'une équipe professionnelle.

K. Temani

JEUX AFRICAINS Les Algériennes en stage à Alger

La sélection algérienne féminine de football effectue du 18 au 25 juillet 2011 un stage au Centre national technique de Sidi Moussa à Alger, en prévision des Jeux africains-2011, prévus à Maputo du 3 au 18 septembre. Le sélectionneur national, Azzedine Chih, a convoqué pour ce regroupement 25 joueuses, dont trois évoluant en Europe. Aux Jeux africains 2011, l'Algérie évoluera dans le groupe A, en compagnie du Mozambique (pays hôte), le Cameroun, et la Guinée. Le groupe B est composé de l'Afrique du Sud, du Zimbabwe, de la Tanzanie et du Ghana. Les deux premiers de chaque groupe joueront les demi-finales.

APS.

MONDIAL DE HANDBALL DES U21 L'Algérie bat la Grèce

La sélection algérienne messieurs de handball des U21 a débuté, dimanche après-midi, le Championnat du monde des U21 par un succès obtenu face au pays organisateur, la Grèce, sur le score de 28 à 25 (mi-temps 12-11). Pour cette entame, comptant pour le groupe B, les jeunes handballeurs algériens, emmenés par des joueurs expérimentés, comme Hichem Daoud, Abdelkader Rahim et Hamoud Khoumry qui ont participé au dernier Mondial seniors disputé en Suède, ont dû attendre les dernières minutes de jeu pour vaincre la Grèce. Dans le même groupe, le Danemark a battu le Qatar (30 à 19), tandis que le Venezuela s'est imposé largement face à l'Argentine (31 à 17). Aujourd'hui (mardi) les camarades de Zamoum seront opposés à la formation du Qatar dans une rencontre où la victoire ne devrait pas échapper aux Verts. Après-demain (jeudi), l'Algérie croisera l'Argentine, puis le Venezuela à l'occasion du 5^e et dernier match du groupe B, prévu vendredi 22 juillet à 15h30.

C.B.

TENNIS Tournoi international à Annaba

Un tournoi international junior de tennis est prévu du 19 au 23 juillet courant à Annaba. Organisé par la section tennis du club Hamra Annaba, en collaboration avec des assemblées locales élues, de la DJS et de sponsors, ce tournoi, inscrit sur les tablettes de la Fédération internationale de tennis (FIT) se déroulera au Centre fédéral de formation des jeunes de tennis (CFFT) implanté sur le site de la Tabacop de Annaba. Les préparatifs vont actuellement bon train en vue d'assurer une réussite à ce rendez-vous sportif qui s'insère dans le cadre de la promotion du tennis dans le pays.

Tewfiq G.

USM ANNABA Menadi fait le point

Hormis ses attaques contre ceux qui géraient le club à ses côtés à son arrivée en 2006, et qui lui ont faussé compagnie en 2009, Aïssa Menadi, le président de l'USM Annaba, n'a rien apporté de nouveau lors de la conférence de presse qu'il a animée hier au siège du club, à la Tabacoop.

Lors de cette conférence, le président de l'USMA a annoncé la dissolution du comité des supporters, qui n'a jamais réellement existé. Ses autres annonces concernent le recrutement de Mohamed Henkouché à la barre technique ; il sera secondé par Abdallah Belâïkous, un technicien tout aussi nouvellement recruté. Le poste de manager général de l'USMA est revenu à Khaled Lounici, de retour après son départ fracassant en 2010 pour un contentieux qui n'a toujours pas été résolu.

Rien de nouveau en ce qui concerne les finances.

Aïssa Menadi a indiqué que malgré l'ouverture du capital de la société sportive USMA, aucun acquéreur d'actions ne s'est présenté. «Avec 10 millions de dinars chacun de participation au capital social du club, mon fils et moi sommes les seuls acquéreurs. Les autres font dans le gesticulation et du populisme, sans pour autant amener un quelconque apport financier», a affirmé M. Menadi. Tout en fustigeant Smaïl Kouadria, l'ancien vice-président de l'USMA et actuel secrétaire général du syndicat ArcelorMittal Annaba, le président du club a dénoncé ce qu'il a qualifié de «magouilles» à l'origine de la relégation de son équipe en Ligue 2.

Dans le registre des joueurs pour la saison 2011/2012, outre le maintien des deux gardiens, Ouaddah et Houamed, renforcés par Bouteria issu d'un club de Régionale III, il y aura aussi Ali Guechi, Mekaoui, Toubal, Harbache, Naâmour, Benabdallah, Ouanes, Bekrar et Bouaïcha. Tous devraient répondre présent le 23 juillet prochain, date de la reprise des entraînements, qui coïncidera avec l'arrivée des nouvelles recrues, dont Belhouam (CABBA), Lahcen et Samraoui (OM), Bouharbit (CAB), Seddik (MCS), Noubli (NRB Réghaïa), Benatia et Mohamed Rabah (ASO Chlef), Diss (ESS), El Hadi Adel (JSMB). Après le regroupement des joueurs anciens et nouveaux, la formation s'envolera vers Alger pour un stage bloqué de 10 jours dès le début du Ramadan. **Adnène D.**

CABBA Younes Iftissen nouveau coach

Fortement pressenti pour prendre la succession de Hocine Zekri, Younes Iftissen serait bien le prochain entraîneur des Jaune et Noir. Le technicien aura pour charge de faire remonter la formation du CABBA en Ligue 1. Il prendra ses fonctions dans quelques jours, avant la reprise des entraînements. Les dirigeants bordjien sont à pied d'œuvre pour assurer un bon recrutement, à même de réaliser l'objectif de retrouver l'élite dès la saison prochaine. **Y. B.**

ÉQUIPE NATIONALE Vahid Halilhodzic convoque 33 joueurs

Le sélectionneur des Verts, le Bosnien Vahid Halilhodzic, a convoqué 33 joueurs pour le premier stage de préparation qu'il dirigera après sa nomination à la barre technique des Verts, le 2 juillet dernier, en remplacement de Abdelhak Benchikha, démissionnaire après la débâcle de Marrakech face au Maroc (4-0), début juin dernier.

Fraîchement installé, le Bosnien a donc décidé de convoquer le maximum de joueurs pour ce premier stage, car il ne connaît pas encore la sélection algérienne. Une liste de 33 éléments, composée essentiellement (comme attendu) de l'ensemble de joueurs qui ont pris part à la dernière confrontation des éliminatoires de la CAN 2012 face au Maroc en juin, mais aussi de footballeurs ayant été choisis auparavant par les deux ex-sélectionneurs nationaux, Abdelhak Benchikha et Rabah Saâdane, ainsi que de nouveaux jeunes qui effectueront leurs premiers pas en sélection. Vahid Halilhodzic, qui veut mettre tous les atouts de son côté en convoquant le maximum de joueurs, a battu le rappel de plusieurs éléments écartés de la sélection ces derniers mois. Parmi ces revenants, on notera particulièrement le retour de



PHOTO : D. R.

Le sélectionneur national a établi sa première liste pour le stage de Paris

Mourad Meghni, ex-joueur de la Lazio de Rome et actuel sociétaire de la formation qatarie d'Umm Salal, écarté de la sélection nationale depuis plus d'une année pour cause de blessure. Outre Meghni, Vahid Halilhodzic a aussi fait appel à Rafik Halliche, Amri Chadli, Ameer Bouazza et Karim Benyamina qui feront ainsi leur retour en sélection après des mois d'absence. Outre ces anciens, le coach des Verts a fait appel à deux nouveaux éléments, il s'agit des deux portiers, Malik Asselah et Michael Fabre, qui enregistrent là

leur première convocation en sélection nationale, portant ainsi le nombre de portiers convoqués à cinq. Vahid Halilhodzic, qui n'a pas dérogé à la règle et à la politique de ses prédécesseurs en faisant appel à des éléments évoluant dans les championnats étrangers, n'a convoqué que sept joueurs du cru sur les 33 qui effectueront un stage du 7 au 11 août prochain au centre national de la Fédération française de rugby à Marcoussis (France). Parmi les joueurs locaux, on notera le retour de Abdelkader Laïfaoui et de Rabie Mefthah qui font, eux aussi, leur come-back en sélection.

Un premier stage très déterminant donc pour Vahid Halilhodzic, qui effectuera lui aussi son baptême officiel avec la sélection nationale, avec laquelle il fera connaissance à l'occasion de ce stage, avec comme principale mission de monter une équipe compétitive dans l'objectif d'une qualification à la CAN 2013 et au Mondial brésilien de 2014. **T. A. S.**

LES 33 JOUEURS CONVOQUÉS

Asselah (JSK), Doukha (USMH), Fabre (Clermont Foot), M'bolhi (Krylia Sovetov), Zemmamouche (MCA), Belhadj (Al Sadd), Bougherra (Rangers), Bouzid (Hearts), Ferradj (Brest), Halliche (Fulham), Laïfaoui (ESS), Medjani (Ajaccio), Mesbah (Lecce), Mostefa (Ajaccio), Yahia (Al Nasr), Amri (Kaiserslautern), Bouazza (Birmingham), Boudoubou (Sochaux), Guedioura (Wolverhampton), Hadj Aïssa (ESS), Kadir (Valenciennes), Lacen (Getafe), Lemmouchia (ESS), Matmour (Eintracht Frankfurt), Meghni (Umm Salal), Mesloub (Le Havre), Yebda (Benfica), Ziani (Wolfsburg), Benyamina (FSV Frankfurt), Djebbour (Olympiakos), Ghezal (Bari), Soudani (ASO), Ziaya (Al Itihad).

MOULOUDIA D'ORAN

Alain Michel, nouvel entraîneur !

Arrivé avant-hier en soirée à Oran, Alain Michel, qui s'est entendu presque sur tous les points avec les dirigeants du MCO, devait signer hier son contrat. En effet, l'ancien coach du MC Alger vient de trouver un terrain d'entente avec les responsables oranais pour un contrat d'une durée de trois

saisons où il aura une double mission : celle de diriger l'équipe fanion avec comme objectif de jouer le haut du tableau, et de se braquer aussi vers la formation. Un projet qui semble faire l'unanimité chez les deux parties. «Il est clair qu'il existe un intérêt des deux côtés. Les responsables semblent tenir en

main un projet que je qualifie de réalisable. Alors, de mon côté, je suis intéressé à l'idée de travailler dans le club de la capitale régionale. On doit encore discuter autour des objectifs. A court terme, il faut réaliser une saison meilleure que la précédente, même si le MCO avait fait un parcours plus qu'honorable grâce au travail respectif de Chérif El Ouazzani et Slimani qui sont à féliciter», dira Alain Michel le soir de son arrivée à Oran. Et d'ajouter : «J'ai déjà un vécu derrière moi suite à cette expérience enrichissante avec le MCA. Je pense que ces deux clubs se ressemblent beaucoup vu leur notoriété et leur large base de supporters. J'aurai

certainement la même sensation que j'avais sur le banc de touche du MCA.» Alain Michel devra rejoindre la France par la suite, non pour se reposer, puisqu'il aura comme mission d'étoffer l'effectif du MCO par quelques binationaux et des Africains qui seront à l'essai à partir de la reprise des entraînements, prévue le 31 juillet prochain. Si le technicien français exige Achouri Kamel comme adjoint, la direction du club veut confier cette tâche à Ferhat Maghfour qui a déjà occupé le poste de DTS la saison passée. Par ailleurs, le stage d'intersaison aura lieu au Maroc, plus précisément à Casablanca en plein mois de jeûne. **Aymen M.**

Un homme d'affaires intéressé

Un homme d'affaires, originaire de l'ouest algérien, pourrait apporter son concours financier au Mouloudia d'Oran. Cet homme d'affaires, très au fait du football algérien et qui ne veut pas dévoiler son identité «pour le moment», doit rencontrer dans les prochains jours, à Oran, le comité des sages du Mouloudia pour s'enquérir de la situation. Le temps presse pour le Mouloudia, qui doit impérativement renforcer son conseil d'administration et son potentiel financier après la démission du président Mehiaoui.

MC ALGER Meguellati nommé entraîneur

La direction du MC Alger a confirmé son entraîneur intérimaire, Abdelhak Meguellati, au poste d'entraîneur en chef, en prévision de la saison à venir. «J'ai tenu, dimanche soir, une réunion avec la direction du club, au terme de laquelle j'ai été nommé entraîneur en chef du MCA. On s'est entendus pour que je signe ce soir (hier, ndr) un contrat d'une année», a déclaré Meguellati à l'APS. La direction du Doyen a chargé Meguellati, au cours de cette même réunion, de choisir un assistant, alors que Mourad Benameur continuera, lui, à assurer le poste d'entraîneur des gardiens, a précisé le nouvel entraîneur. La promotion de Meguellati au poste de premier entraîneur fait suite au bon résultat qu'il a réalisé, samedi, lors de la première sortie de son équipe dans la phase de poules de la Ligue des champions africaine face à l'ES Tunis (1-1). Certes, c'est le MCA qui recevait son adversaire du jour pour la circonstance, mais vu les conditions difficiles dans lesquelles le club avait abordé le rendez-vous, notamment en l'absence de plusieurs joueurs qui ont choisi de changer d'air, tout le monde était unanime pour qualifier le point arraché face au champion sortant de Tunisie de «satisfaisant». Les dirigeants du Mouloudia, qui ont résilié à l'amiable le contrat de leur coach Noureddine Zekri, au lendemain de la fin du championnat, avaient contacté plusieurs entraîneurs, dont François Bracci et le Belge Jean Thissen, pour prendre les commandes techniques de leur formation, avant de se résigner à accorder leur confiance à Meguellati. Le MCA entamera aujourd'hui, mardi, ses préparatifs pour son prochain match face au WAC. Le départ vers Casablanca est prévu pour le 27 juillet, a informé Meguellati, alors que le match, lui, se jouera le 30. «Le nul qui a sanctionné les débats, dimanche, entre Al Ahly et le WAC, dans l'autre match de notre groupe, arrange largement nos affaires. On a enregistré la partie et on va s'en servir pour préparer notre prochaine sortie au Maroc», a conclu l'entraîneur mouloudéen. Détenteur d'un diplôme de conseiller en sport, Meguellati avait déjà travaillé par le passé au sein du staff technique du MCA sous l'ère des Français Robert Nouzaret et François Bracci ainsi que l'Italien Enrico Fabbro. **APS**

OFFREZ VOUS LA RÉFÉRENCE

CITROËN BERLINGO FIRST

STOCK DISPONIBLE



www.citroen-algerie.com
INFO CLIENT : 021 84 92 84

à partir de
1 305 000 DA*

CITROËN
CRÉATEUR TECHNOLOGIE



LES SALAIRES DES MÉDECINS DOUBLENT



SELON LE MINISTRE DES TRANSPORTS

Le prix du ticket du métro d'Alger sera soutenu par l'Etat

Le prix du ticket de métro d'Alger sera soutenu par l'Etat. C'est ce qu'a affirmé le ministre des Transports, Amar Tou, en marge de la présentation, hier à Alger, du plan de communication de la RATP-EI Djazaïr. Selon lui, «le juste prix» sera fixé avant la fin septembre en prévision de la mise en service du métro, début novembre. Les fonds de soutien aux transports collectifs, qui interviennent déjà dans le soutien des prix de l'Etusa et du tramway d'Alger, dit-il, sera également sollicité pour soutenir la tarification du prix du ticket de métro. «Nous disposons actuellement de ressources financières suffisantes pour répondre à notre ambition d'offrir aux Algériens un moyen de transport à un prix raisonnable», souligne Amar Tou. Sans donner plus de précisions, le ministre a ajouté que «tous les scénarios» de tarification ont été étudiés, mais la décision du

«juste prix» sera prise avant la deuxième quinzaine de septembre prochain pour permettre à la RATP-EI Djazaïr de l'intégrer dans ses systèmes de calcul. «Nous avons élaboré plusieurs variantes de prix», déclare-t-il, en assurant que «la tarification a été bien calculée».

Par ailleurs, le ministre a annoncé la création d'une autorité du transport urbain pour mettre de l'ordre dans le secteur. Selon lui, un texte est actuellement en préparation par le gouvernement pour réguler le transport en commun. Ces autorités, indique-t-il, seront créées dans chaque ville et seront chargées de la régulation des moyens de transport urbain (bus et taxi). Pour le ministre, le renforcement de la régulation de ce secteur a été rendu nécessaire par le besoin de mettre fin au désordre régnant, notamment dans la gestion des stations communales assurée

actuellement par le syndicat des transporteurs privés. L'activité des chauffeurs de taxi sera également régulée. Selon Amar Tou, un autre décret fixant les obligations et les devoirs de cette catégorie de transporteurs a été élaboré par le ministère. Il vise à mettre de l'ordre dans ce segment du transport urbain désorganisé. En outre, le ministre a annoncé la préparation d'un plan qui sera mis en œuvre dans 3 ans et qui vise à imposer le remplacement de la flotte du transport urbain vétuste. «L'Etat a préféré reporter l'obligation d'imposer aux transporteurs le remplacement de leurs véhicules vétustes, le temps de mettre sur le marché des véhicules neufs fabriqués en Algérie», estime-t-il. Et d'ajouter : «Actuellement, le remplacement de tous les bus et taxis vétustes va coûter des milliards et profiterait à l'industrie automobile étrangère.» (APS)

POINT ZÉRO

Ces ennemis qui vous veulent du bien

Par Chawki Amari

Neuf mille troubles à l'ordre public depuis un an, le patron de la DGSN, l'organisme qui sert d'habitude à faire avouer les autres, a lui-même avoué que c'en était trop pour les pauvres policiers qui se remettent à peine de leur augmentation. Cette «culture de l'émeute», magnifique oxymore puisque l'émeute est le contraire de la culture, accolée à des grèves sauvages et des mouvements de masse spontanés, résume bien ces dernières années d'affrontements d'échelle entre le groupe et la superstructure. Un choc thermique permanent entre une foule qui bouillonne et un Etat glacé, le premier n'ayant plus le temps d'attendre le décollage économique, le second prenant tout le sien en planant au-dessus de ses obligations, feignant d'oublier la menace quotidienne du crash. Est-ce à dire que l'Algérie est mal gouvernée ou que les Algériens en demandent trop, à l'image du personnel d'Air Algérie qui a demandé 106% d'augmentation, avec une

remarquable précision de chiffre ? Sans entrer dans les jugements de valeur, il faut revenir à l'explication officielle des émeutes. Tous les gouvernements le disent régulièrement : les émeutes sont «normales» depuis l'accalmie relative sur le front terroriste et un semblant de paix retrouvée, les Algériens se sont emparés du champ de l'expression et revendiquent bruyamment. Ce qui implique un étonnant autre aveu. Le terrorisme contient les mouvements de protestation et garde en l'état la situation sociale, tout comme la pérennité de l'Etat, de ses hommes et de ses structures. Le terrorisme de base est donc l'allié objectif de ceux qui, au sommet de l'Etat, refusent les augmentations de salaire, les améliorations des conditions de vie et de travail de tous ceux qui veulent un présent meilleur que celui que leur offre le régime. Le terrorisme est l'ami du régime, ce sont les officiels qui le disent. Il n'y a donc pas lieu d'une condamnation, monsieur le juge.

COMMENTAIRE

L'arrogance des mollahs

Par Tayeb Belghiche

L'Iran devient de plus en plus agressif et de plus en plus arrogant. Ses voisins immédiats ont toutes les raisons du monde de craindre pour leur sécurité et leur stabilité. En effet, le commandant des gardiens de la Révolution d'Iran a annoncé, hier, que ces derniers ont pénétré en territoire irakien et qu'ils ont détruit trois camps d'un mouvement rebelle kurde irakien. Il n'a pas dit quand ils se retireront d'Irak.

Depuis l'époque du shah, l'Iran, en étroite collaboration avec Israël, s'était érigé en gendarme de la région. Après la chute de la dynastie des Pahlavi, les mollahs se sont mis dans la tête d'exporter leur révolution en ciblant principalement le monde arabe où ils ont mené plusieurs opérations de déstabilisation. L'Algérie avait eu affaire aux agissements criminels de Téhéran, au point que les relations diplomatiques ont été rompues.

Aujourd'hui, les Iraniens annoncent le plus officiellement du monde qu'ils ont occupé une partie du territoire d'un Etat indépendant. Ils profitent ainsi de la situation dramatique de l'Irak, un pays affaibli et divisé. Leur objectif est de rallier à leur expansionnisme les chiites irakiens. Depuis la chute de Saddam Hussein et l'invasion américaine, les mollahs se sont mis à travailler pour provoquer l'éclatement de l'Irak et, pourquoi pas, s'emparer d'une partie de ses fabuleuses richesses pétrolières. Pour cela, ils ont financé le terrorisme le plus violent et le plus barbare, comme ils l'ont fait jusqu'à une époque récente en Algérie. Ils ont travaillé pour accentuer les divisions confessionnelles et ethniques entre Irakiens dans l'espoir de précipiter l'éclatement du pays. Ils ont un peu réussi, mais leurs objectifs n'ont pas tous été atteints, objectifs qu'ils veulent cacher par une rhétorique anti-Israélienne à laquelle font semblant de croire les dirigeants de Tel-Aviv. Le plus étonnant, après cette nouvelle agression iranienne, est le silence des autorités irakiennes. On sait que le chef du gouvernement irakien, Nouri El Maliki, est très lié avec Téhéran. Est-ce parce qu'il est chiite qu'il ne dénonce pas cette agression ? Un silence qui devient complice. Dans les bouleversements qui agitent le Moyen-Orient, plus rien n'étonne.

IRAN

TÉHÉRAN CIBLE DES REBELLES KURDES

Les forces iraniennes ont pris le contrôle de trois camps du mouvement rebelle kurde irakien PJAK (Parti pour une vie libre du Kurdistan) situés en territoire irakien, a annoncé hier le commandant des Gardiens de la révolution de la région de Sardasht (nord-ouest de l'Iran) cité par l'agence officielle Ima. «De l'aide était fournie aux terroristes (du PJAK) depuis trois camps en territoire irakien et tous ces camps sont tombés aux mains des forces iraniennes, qui contrôlent totalement la région», a déclaré le colonel

Delavar Ranjbarzadeh. Le responsable des Pasdaran a précisé que les opérations lancées samedi en territoire irakien par les Gardiens de la révolution se poursuivaient «avec force et détermination» et que «toute la région» était sous le contrôle des forces armées iraniennes. L'intervention iranienne contre le PJAK a été lancée samedi soir dans la région frontalière de Marvan, où se trouvait un camp du mouvement rebelle, à une cinquantaine de kilomètres de la ville de Sardasht, a précisé le colonel Ranjbarzadeh cité par Ima.

L'appareil Photo
SAMSUNG PL90
Votre accessoire
de vacances indispensable à seulement
13 900DA

SACOMI
Informatique

SAMSUNG

SACOMI magasin : DELLY BRAHIM 021 91 04 04, BLIDA 026 61 83 85, LES SOURCES 021 54 19 87